

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2289 - MARDI 21 AVRIL 2015

MUSIQUE

Budget resserré
pour le Fespam 2015

L'apport financier de l'État à l'organisation du Festival panafricain de musique (Fespam) est passé à 1 milliard 350 millions FCFA, cette année, contre environ 4 milliards à la 9e édition organisée en 2013.

Cette situation suscite des inquiétudes et des interrogations sur la tenue de cette grande

fête de la musique prévue du 18 au 25 juillet prochain. Même si certains dirigeants de ce festival dédramatisent, plusieurs d'entre eux pensent qu'il est temps de revoir de fond en comble les méthodes de management pour un meilleur rendement.

« Il faut redéfinir un certain nombre de choses. Dans ce

genre d'organisation, il faut aussi faire appel à des gens qui ont beaucoup de maîtrise. Nous étions à l'époque entourés de beaucoup de professionnels et c'était le prix à payer pour mettre le festival sur les rails », pense notamment Ferréol Ngasakys, ancien commissaire général du Fespam.

Page 10



La mascotte du Fespam 2015

DISPARITION

La nation a rendu un dernier
hommage à Simon-Pierre
Kikhounga-Ngot

Le chef de l'État et son épouse se recueillent sur la dépouille au Palais des congrès

La République a rendu hier un dernier hommage à Simon Pierre Kikhounga-Ngot, ancien ministre des Affaires économiques et des Eaux et forêts décédé le 8 avril à Paris, en France, à l'âge de 93 ans.

La cérémonie solennelle de recueillement s'est déroulée au Palais des Congrès en présence du chef de l'État, des membres du gouvernement ainsi que des représentants des deux chambres du Parlement congolais.

Page 2

IMMIGRATION CLANDESTINE

Plus de mille morts
en trois jours en mer
méditerranée

Alors que la communauté internationale apprenait avec stupeur la mort de plus de 700 migrants noyés dans la nuit du samedi à dimanche dans les eaux italiennes de la mer Méditerranée, la Grèce a annoncé, hier, le naufrage d'une autre embarcation au large de ses côtes, sur la même mer. Ces morts supplémentaires s'ajoutent aux dizaines d'autres alors que les dépouilles de certains sont repêchées par des marins et garde-côtes européens qui expliquent que ces migrants

trouvent la mort dans des circonstances souvent effroyables.

Sur le vieux continent, des voix se sont levées pour appeler le monde à considérer les périls récurrents des migrants clandestins en Méditerranée comme une urgence absolue des temps actuels. Déplorant l'indifférence du monde face à ces tragédies, le Premier ministre italien, Matteo Renzi, a montré du doigt la Libye « comme le principal problème ».

Page 8

JEUX AFRICAINS DE BRAZZAVILLE

La lutte contre le dopage en
ligne de mire

En vue de favoriser une compétition sans dopage lors des 11èmes Jeux africains de Brazzaville, le ministre des Sports, en partenariat avec les instances œuvrant dans ce domaine, notamment l'Organisation régionale antidopage, s'active pour améliorer les techniques de contrôle dans toutes les disciplines. L'objectif visé est, selon le ministre Léon Alfred Opimbat, d'aboutir aux résultats propres et sans triche-

rie, question de ne donner aucune chance aux athlètes qui seraient tentés de recourir au dopage pour maximiser leurs performances.

Page 16

EDITORIAL

Crimes

Page 2

ÉDITORIAL

Crimes

Il y a bien sûr, au premier plan, les crimes commis en toute impunité par les « passeurs » qui s'enrichissent sur la misère humaine en convoyant vers l'Italie, depuis les côtes libyennes, les milliers de migrants fuyant leurs pays. Mais il y a aussi, et l'on est tenté de dire surtout, le crime commis par les pays occidentaux qui n'ont toujours pas pris la mesure de leurs responsabilités dans cette tragédie sans précédent à laquelle nous assistons impuissants.

Ce drame découle directement des actions entreprises il y a quatre ans par la France, l'Angleterre, les États-Unis dans le but d'abattre Mouammar Kadhafi alors même que les pays africains ne cessaient de mettre en garde leurs dirigeants contre les conséquences inévitables de cet assassinat programmé. Il était en effet évident, pour qui osait regarder la vérité en face, que la disparition du « Guide » libyen, loin d'apporter la paix à ce peuple le plongerait inévitablement dans un chaos politique sur lequel surferaient des trafics de tous ordres.

Certes Mouammar Kadhafi n'avait rien d'un démocrate, mais il protégeait son pays, et aussi l'immense région sahélo-saharienne qui l'entoure, contre les mafias pour qui l'argent n'a pas d'odeur, pour qui la vie humaine n'a pas de valeur, pour qui la morale n'a pas de réalité. En le faisant abattre, ceux-là même qui, quelques années plus tôt, le recevaient avec un faste appuyé dans leurs capitales, ont ouvert une boîte de Pandore qui n'est pas près de se refermer. Et l'Europe, qui a trop longtemps fermé les yeux sur cette réalité tragique, va payer au prix fort les erreurs qu'elle a ainsi commises.

Les Européens comprendront-ils enfin qu'il ne sert à rien d'élever des barrières politiques, sécuritaires et autres pour se protéger d'une immigration sauvage dont ils sont largement responsables ? Les événements à venir le diront. Mais, pour nous en tout cas, il ne fait aucun doute que s'ils continuent à nier la réalité et refusent d'aider à se développer les peuples qu'ils ont asservis, leurs territoires seront envahis sans qu'ils puissent rien faire.

L'Histoire humaine est pleine de ce genre de retournements brutaux qui firent disparaître des puissances apparemment indestructibles telles que l'Empire romain.

Les Dépêches de Brazzaville

DISPARITION

La République rend hommage à Simon-Pierre Kikhouna-Ngot

L'ancien ministre des Affaires économiques et des Eaux et Forêts, Simon-Pierre Kikhouna-Ngot était décédé le 8 avril à Paris. C'est ce 20 avril à Brazzaville qu'un dernier hommage lui a été rendu à travers la cérémonie solennelle de recueillement organisée au palais des Congrès en présence du chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso.

Né le 8 avril 1922 à Maboukou dans le district de Makabana, département du Niari, Simon-Pierre Kikhouna-Ngot débute, commis des Services administratifs et financiers, a été syndicaliste en 1949 avant

de devenir président d'un mouvement syndical affilié à la CGT puis à la CGAT.

Il est aussi à la même époque conseiller territorial, député et puis plusieurs fois ministre. En 1952, il rejoint le Mouvement socialiste africain (MSA) de Jacques Opangault. En 1957, il est élu député du Parti populaire congolais (PPC) à l'Assemblée territoriale dans le cadre de la loi cadre de l'Outremer. En 1960, il est ministre des Affaires économiques et des Eaux et Forêts du Congo indépendant, puis ministre du Travail, en 1963, jusqu'au renversement du président Fulbert Youlou. En 1968, il fait

partie du Conseil national de la révolution (CNR) et est nommé ministre de l'Économie et du Plan.

En 1991, à l'issue de la Conférence nationale souveraine, il est élu troisième vice-président du présidium. Simon-Pierre Kikhouna-Ngot a été cofondateur de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS) dont il a été le premier secrétaire général avant d'être remplacé par Christophe Moukouké. Il a également été maire de Dolisie. L'illustre disparu quitte la terre des hommes à l'âge de 93 ans et laisse plusieurs enfants.

Jean Jacques Koubemba

PAIX

Le Comité de suivi propose la convocation d'un dialogue

Réuni en session ordinaire du 17 au 18 avril à Brazzaville, le Comité de suivi de la convention pour la paix et la reconstruction du Congo a appelé tous les acteurs de la vie politique ainsi que de la société civile, à contribuer à la tenue du dialogue national, seule instance habilitée à modérer les points de vue des uns et des autres.

Deux importantes interventions ont marqué la tenue de cette session. Celle du commissaire général, chargé de la permanence du Comité de suivi, Marius Mouambenga, qui a d'abord rappelé le contexte dans lequel se tenait la session. Il a énuméré quelques événements notamment l'organisation de manière paritaire du Recensement administratif spécial, la tenue des élections locales et sénatoriales qui, selon lui, épousaient les recommandations de la concertation politique de Dolisie 2013. Lors de ces deux scrutins, le comité



Le directoire du comité

de suivi a déployé 461 observateurs. La consolidation de la paix et la poursuite des efforts de reconstruction du Congo grâce au programme de municipalisation accélérée, et enfin le débat très animé sur le changement ou non de la Constitution du 20 janvier 2002 qui se poursuit jusqu'à ce jour.

De son côté, le ministre d'État, directeur de cabinet du chef de l'État, président de ce comité, Firmin Ayessa, a fixé l'esprit des participants sur un certain nombre d'événements qui nécessitent une prise de conscience. Il

s'agit entre autres de : l'effondrement du coût du baril de pétrole, la tenue du Festival panafricain de musique en juillet prochain, la municipalisation accélérée dans les départements de la Sangha et de la Bouenza, couplée à la célébration du 55^e anniversaire de l'indépendance à Ouesso, l'organisation des 11^e Jeux africains de Brazzaville en septembre prochain.

Notons qu'au terme de leurs travaux, les membres du Comité de suivi ont adopté à l'unanimité plusieurs documents.

Jean Jacques Koubemba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya

n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa

- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Coordination : Rose-Marie Bouboutou

Rédaction : Rose-Marie Bouboutou, Camille

Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma

Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des

annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia

Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-

signet, Brice Tsébé, Irin Mauakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mou-

mbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de

service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck

Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola

Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

DÉBAT SUR LA CONSTITUTION

La société civile favorable à une concertation nationale inclusive

Réunis à Brazzaville du 17 au 20 avril à l'initiative du Forum de la société civile pour les élections libres et transparentes (Fosocel), les représentants des réseaux et organisations de la société civile ont, entre autres, recommandé l'organisation d'une concertation nationale inclusive

de transition démocratique, c'est-à-dire entre l'instauration et la consolidation de la démocratie, un dialogue national inclusif s'avère nécessaire en vue de faire l'évaluation sur l'état de santé de notre démocratie afin d'en tirer toutes les leçons susceptibles d'améliorer le processus démocratique

2002, ils ont rappelé que le meilleur des textes, animé par les plus nobles intentions, peut aboutir à des situations qui nécessitent sa réécriture. Car, soulignent-ils, « la marche du temps, les nouvelles attentes des citoyens, les progrès scientifiques entraînent souvent à un enrichissement des règles à valeur constitution-

nelles. Seulement, la retouche partielle ou complète de la Constitution ne peut être prise pour un acte anodin. »

Garantir les libertés publiques et fondamentales

Les participants ont également recommandé aux pouvoirs publics de garantir davantage les libertés publiques et fondamentales, ainsi que la liberté de la presse. Le but étant de permettre aux journalistes de jouer pleinement leur rôle de « Chien de garde » quant à l'action des gouvernants et aux agissements des institutions de l'Etat. Pour ces organisations, en dépit de quelques avancées remarquables enregistrées au Congo, il existe encore des dérives dans le pays. Elles ont par exemple cité l'interdiction faite au Conseil national de la résistance (CNR) d'installer son antenne à Owando dans le département de la Cuvette. L'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS) aurait connu elle aussi la même mésaventure à Impfondo dans la Likouala. Elles ont ensuite déploré des interdictions intempestives de réunions et autres manifestations des partis politiques de l'opposition à Brazzaville, et rappelé que la liberté d'expression est bel et bien la pierre angulaire de toute société démocratique. « Aussi, dans le souci de maintenir la paix, les gouvernants peuvent légitimement réglementer le temps et les lieux de réunions politiques et de manifestations. Mais ils ne doivent pas user de cette autorité pour interdire toutes protestations

ou empêcher les groupes de dissidents ou d'opposants de faire entendre leur voix. Ainsi valent le pluralisme, la tolérance et l'esprit d'ouverture sans lesquels la démocratie serait remise en cause », poursuit le communiqué final.

« La démocratie n'est pas une affaire de passions et d'émotions mais de règles et d'exigences à intérioriser et à respecter par tous »

Présidant la cérémonie, le coordonnateur du Fosocel, Céphas Germain Ewangui, a rappelé qu'une démocratie ne peut pas triompher dans un environnement où la culture démocratique n'est pas inscrite dans le corps social. « Nous invitons tous les acteurs politiques au respect de l'ensemble des règles du jeu démocratique à toute épreuve en opposant à leur état d'âme, l'âme de l'Etat, l'Etat démocratique, l'Etat de droit. La démocratie n'est pas une affaire de passions et d'émotions mais de règles et d'exigences à intérioriser et à respecter par tous », a-t-il conclu.

Rappelons que ces assises ont été organisées sur la problématique de la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit en République du Congo.

Parfait Wilfried Douniama



Le présidium des travaux ; crédit photo Adiac

Selon les participants à cette rencontre qui s'est déroulée au Centre d'informations des Nations unies, le dialogue permettrait de trouver un compromis national sur les problématiques liées à la réforme constitutionnelle et institutionnelle ainsi qu'à la gouvernance électorale et démocratique. « La société civile a relevé qu'en cette phase

dans notre pays », ont-ils souligné dans leur communiqué final, plaidant pour une médiation commune et responsable portant sur les dichotomies et des anomalies de la Constitution du 20 janvier 2002.

Sans donner clairement leur position sur le changement ou non de la Constitution du 20 janvier

nelle. Seulement, la retouche partielle ou complète de la Constitution ne peut être prise pour un acte anodin. »

Garantir les libertés publiques et fondamentales

Les participants ont également recommandé aux pouvoirs publics de garantir davantage

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Airtel Congo annonce la reprise normale de ses services d'ici fin juin

D'ici la fin du mois de juin, les abonnés d'Airtel pourront à nouveau retrouver la meilleure qualité du réseau de leur opérateur, après d'intenses travaux de réaménagement qui s'achèveront bientôt.

Le Président directeur général d'Airtel-Afrique, Christian De Faria, l'a fait savoir au directeur général de l'Agence de régulation des postes et communications électroniques (ARPCE), Yves Castanou, le 16 avril, à l'occasion d'une séance de revue générale des activités.

La rencontre avec le PDG d'Airtel-Afrique s'inscrit dans le cadre de la revue générale des activités des opérateurs de téléphonie mobile, initiée par l'ARPCE. Une occasion qui permet au régulateur de s'imprégner du fonctionnement global de l'opérateur.

Pour cette séance de travail, l'un des points essentiels abordés a été la tenue des délais par Airtel-Congo dans l'amélioration de la qualité de son réseau. Ce délai a été fixé pour fin juin de cette année, date butoir arrêtée par le régulateur, au regard de la qualité du réseau qui continue de se détériorer, pour lequel cette même société ainsi que sa consœur MTN avaient été déjà

sanctionnée. « Comme nous nous approchons de cette date butoir prévue en fin juin, il a été question de savoir qu'est ce qui est déjà fait et s'assurer qu'à cette date, l'on constatera le retour à la normale de la bonne qualité des services qu'on a connus il y a quelques années. De manière générale, il y a eu une forte amélioration. Le PDG d'Airtel Afrique nous a rassurés que d'ici juin, le réseau sera totalement réhabilité », a indiqué le directeur général de l'ARPCE.

Malgré les assurances du PDG d'Airtel, Yves Castanou, en tant que régulateur, a prévenu le PDG d'Airtel-Afrique que l'ARPCE procédera d'ici mi-juin, à une série de contrôles qui seront beaucoup plus pointus.

Ces différents contrôles qui se feront à l'aide des nouveaux équipements que son institution a acquis, permettront de bien mesurer la qualité des services et la perception du réseau.

Profitant de cette occasion, Yves Castanou a prévenu le responsable d'Airtel Afrique que des sanctions pécuniaires plus dures seront infligées à tout opérateur qui n'aura pas réellement amélioré la qualité de son réseau à la date échu.

Firmin Oyé

AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE

28 inspecteurs prêtent serment

La fonction d'inspecteur au sein de l'agence nationale de l'aviation civile (Anac) a toujours existé. Cependant, ceux qui l'exercent n'étaient pas en conformité avec le Code Cémac sur l'aviation civile, qui exigeait la prestation de serment. Le tort a été réparé avec l'acte d'engagement pris par 28 inspecteurs, dont le directeur général de l'Anac.



Les inspecteurs de l'Anac et les magistrats, photo Adiac

Levant la main droite, et déclarant : « je le jure », les inspecteurs de l'Anac ont été installés le 17 Avril, dans leur fonction par le Tribunal de grande instance de Brazzaville. Dorénavant, ils ont l'autorité sur le tarmac car leur fonction est protégée par la loi qui n'est autre que le code Cémac sur l'aviation civile.

Ces inspecteurs investis jouissent d'une fonction noble en étant rattachés directement au directeur général de l'Anac. Leur mission est définie par le code Cémac qui les régit. Cependant, les inspecteurs devront avoir à l'esprit la réalité quotidienne du transport aérien qui ne contente pas le consommateur congolais. Leur travail

n'est pas encore visible, compte tenu des failles et insuffisances relevées çà et là au sein des aéroports du Congo.

Le ministère public les a exhortés à ne pas être complaisants devant les sociétés d'aviation qui ne remplissaient pas les critères d'une bonne gestion, et à ne pas accepter de pot de vin, pouvant occasionner une catastrophe ou une épine sous le pied. Il leur a été recommandé de rédiger des rapports vrais qui doivent être présentés à qui de droit pour un bon développement des services aériens.

Le barreau de Brazzaville a signifié l'importance de la loi en rappelant aux heureux récipiendaires que leur mission est consignée dans le code Cémac. Revenant sur les observations, il a souligné l'importance de la sécurité aérienne et la nécessité d'une collaboration avec les agents subalternes, pour plus d'efficacité dans la tâche à réaliser. « Jeter un coup d'œil dans le code, pour avoir en mémoire votre rôle. Car le peuple congolais et même celui de la Cémac fondent leur espoir sur vous. Ne les décevez pas. Exercez vos missions telles qu'elles vous sont prescrites », a conclu le Tribunal.

Nancy France Loutoumba

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité*Travail*Prog>ès

Décret n° 2015 - 330 du 10 avril 2015
portant nomination du commissaire du Gouvernement auprès des organes de l'Ordre national des experts-comptables
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu la loi n°6-2005 du 13 mai 2005 déterminant les hauts emplois et fonctions civils et militaires pourvus en Conseil des ministres ;
Vu la loi n°29-2013 du 18 novembre 2013 portant création de l'Ordre national

«
des experts-comptables et organisant l'exercice de la profession comptable libérale en République du Congo ;
Vu le décret n°82-595 du 18 juillet 1982 tel que modifié par le décret n°92-011 du 20 février 1992 fixant les indemnités allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n°2012-1035 du 25 septembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;
Vu le décret n°2012-1154 du 9 novembre 2012 relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du plan, du portefeuille public et de l'intégration.
En Conseil des ministres,

DECRETE

Article premier : Monsieur Henri LOUNDOU, administrateur en chef hors classe des services administratifs et financiers est nommé commissaire du -gouvernement auprès des

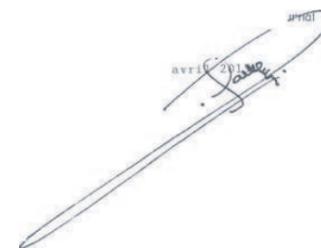
organes de l'Ordre national des experts-comptables:

Article 2 : Le présent décret qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de monsieur Henri LOUNDOU sera enregistré et publié au journal officiel de la République du Congo.

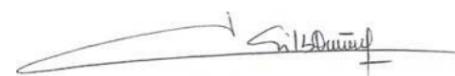
Fait à Brazzaville, le 10 avril 2015

Par le Président de la République

Denis Sassou N'Guesso.



Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances, du plan, du portefeuille public et de l'intégration



Gilbert Ondongo



BIO AGRO SERVICES SARL

La compétence, la passion et l'énergie au service des clients

24, rue Makotipoko Av. Maya-Maya Poto- Poto Tel: +242 06 664 36 74
Brazzaville République du Congo. Site web: www.bioagroservices.com Email: infos@bioagroservices.com

AVIS DE RECRUTEMENT

Dans le souci d'améliorer son système de fonctionnement, la Société BIO AGRO SERVICES (BAS), Société à Responsabilité Limité (SARL) spécialisée en Conseils, Soins et Chirurgie des Animaux de Compagnies, Vente et Support Technique des Médicaments Vétérinaires et Intrants Zootechniques, recrute un Gestionnaire qui sera responsable de :

1. Gestion administrative
2. Gestion des ressources humaines
3. Gestion financière et comptable
4. Gestion des stocks

Le profil de poste détaillé est disponible au siège de la société BAS size au n°24, de la rue Makotipoko Av. Maya-Maya Poto- Poto. Ou sur demande par voie électronique à l'adresse suivante : christellei@bioagroservices.com

Durée de contrat : 12 mois renouvelables avec possibilité de CDI

Lieu d'affectation : Brazzaville, avec des déplacements sur Pointe Noire.

Composition du dossier de candidature : curriculum vitae, lettre de motivation, copie légalisée des diplômes, attestations de travail délivrées par les précédents employeurs, extrait de casier judiciaire, extrait d'acte de naissance, certificat de nationalité, certificat médical.

Les dossiers doivent être déposés par écrit, au plus tard, le jeudi 30 avril 2015, à 12h00, au près de la secrétaire de BIO AGRO SERVICES. Sous pli fermé portant la mention « **Recrutement d'un Gestionnaire** ».



Union Européenne en République du Congo

Appel à propositions pour les Organisations de la Société Civile

<EuropeAID/137-070/DD/ACT/CD>

La Délégation de l'Union Européenne en République du Congo lance un appel à propositions pour améliorer la contribution des OSC aux processus de gouvernance et de développement, en tant que partenaires de la promotion et du développement social et acteurs de la promotion de la croissance inclusive et durable, dans le cadre du nouveau programme Organisations de la Société Civile et Autorités Locales 2014-2020.

Les objectifs spécifiques du présent appel à propositions sont :

- 1- Renforcer le rôle de la société civile dans l'analyse et le suivi des politiques publiques et le contrôle citoyen de l'action publique (toutes thématiques confondues, à l'exclusion des politiques agricoles).
- 2- Favoriser le développement social en améliorant l'accès et la qualité des services de santé (2.1) et/ou d'assainissement (2.2) pour les populations vulnérables.
- 3- Promouvoir une croissance inclusive et durable en soutenant des initiatives de développement économique - locales et durables - visant à améliorer les revenus des populations vulnérables et à créer des emplois.

ELIGIBILITE

- Pour le LOT 1 les Organisations de la société civile (OSC) et les réseaux congolais et européens sont éligibles comme demandeurs, codemandeurs et entités affiliées. Pour le LOT 2 seuls les OSC et réseaux congolais sont éligibles comme demandeurs. Les OSC et réseau congolais et européens peuvent être des codemandeurs.
- Les Autorités Locales congolaises et européennes sont éligibles comme codemandeurs et entités affiliés (lot 1 et lot 2).
- Un demandeur congolais peut agir soit individuellement, soit avec un ou des codemandeurs (lot 1 et 2). Un demandeur européen doit agir avec un/des codemandeur(s) congolais (lot 1).

Le montant disponible pour cet appel à propositions est de 5 millions d'euros (environ 3.279.785.000 FCFA).

Le texte complet des lignes directrices à l'intention des demandeurs peut être consulté sur les sites Internet suivants:

- Lien europaid : <https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?ADSSChck=1265480568199&do=publi.welcome&userlanguage=fr>
- Lien site DUE : <http://eeas.europa.eu/delégations/congo/index.fr>

DATE LIMITE : La date limite de remise des propositions est fixée au 8 juin 2015 à 12h au siège de la Délégation de l'Union Européenne en République du Congo.

SESSIONS D'INFORMATION : Deux sessions d'information seront organisées :

- A **Pointe Noire** : le 24 avril 2015 à 9h à la MUCODEC – avenue Charles de Gaulle.
- A **Brazzaville** : le 28 avril 2015 à 9h à l'Institut Français du Congo.

AVERTISSEMENT

- Dans le cadre du programme OSC-AL (2014-2020), seuls deux appels à propositions seront lancés (chaque deux ans).
- L'appel à propositions OSC-AL et l'appel à propositions EIDHR sont deux processus distincts avec des priorités et des règles spécifiques. Il est possible pour les acteurs éligibles de déposer 1 proposition pour chaque appel à propositions, mais compte tenu des priorités de chaque appel, les acteurs éligibles ne peuvent pas proposer le même projet pour chaque appel à propositions.

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

«Les urnes sont des boîtes à double fond, électoral et funéraire; elles recueillent, avec un léger décalage, nos rêves et nos cendres.»

Jean-Emmanuel Ducoin, essayiste et écrivain français, (citant Régis Debray (philosophe, écrivain et médiologue), L'Humanité, 17 avril 2015

« Le mal aujourd'hui (en Afrique) est que le débat et l'analyse politiques volent très bas du fait de la rareté de l'espèce intellectuelle, mais surtout de l'absence de plateformes intellectuelles d'échanges permettant de déblayer... et de réorienter l'action des décideurs politiques et des acteurs du développement »

Waly Ndiaye, intellectuel sénégalais et observateur politique, Le Quotidien, 17 avril 2015

« Trop de politiques se contentent de la langue de bois et de miser sur les 5 ans que dure un mandat. »

Ameenah Gurib-Fakim, future présidente de l'île Maurice, Le Point Afrique, 17 avril 2015

« Quand la toute-puissance de l'État desserre l'étau sur les territoires, les composantes locales s'expriment et s'organisent et prennent en mains le destin de leur espace vécu. »

Julio Nganongo Osséré, sociologue congolais, Les Dépêches de Brazzaville N°2243 du 25 février 2015

« Dès qu'on limite la liberté d'expression, il ne s'agit plus de la liberté d'expression »

Salman Rushdie, écrivain britannique d'origine indienne, Jeune Afrique N°2830 du 25 au 31 janvier 2015

PARTENARIAT

Le FACP et la BCI s'investissent en faveur du secteur privé

Le Projet d'appui à la diversification de l'économie via le Fonds d'appui à coût partagé (FACP), a conclu plusieurs partenariats avec des établissements financiers installés en République du Congo. L'objectif visé est de faciliter l'accès de très petites et moyennes entreprises encadrées au financement.

En vue de rendre effectif le partenariat qu'il a signé avec la Banque commerciale internationale (BCI), le directeur des Opérations de ce Fonds, Sékou Camara, a sensibilisé les agents chargés d'octroyer les crédits de ladite banque, sur les mécanismes de sa mise en œuvre. L'examen minutieux du dossier par la BCI constitue l'action principale à mener avant d'accorder le crédit au client. « Si la banque identifie quelques risques notamment sur le manque d'expertise, elle nous renvoie le client pour une forma-

tion que nous nous chargeons de subventionner. Ainsi, l'entreprise pourra retourner vers la banque avec ses faiblesses comblées puis bénéficier directement de crédit ». Intervenant sur le suivi dont bénéficient des entreprises bénéficiaires du FACP, le patron du Fonds a assuré : « lorsqu'une entreprise a déjà dressé une demande au FACP, nous nous assurons que grâce à notre appui technique l'entreprise a pu améliorer ses capacités. Car, nous avons un comité de suivi qui veille à ce que les objectifs de la subvention soient atteints ».

Evoquant, pour sa part, l'intérêt que sa structure tire de ce partenariat, le directeur du marché de la BCI, Eddi Reveilles, a souligné que la structure s'était fixé pour objectif d'accompagner les PME, PMI ainsi que les grandes entreprises à se développer. Ces interventions participent selon lui, au développement commercial de la société.

« Sous l'impulsion du FACP, il

nous a été important de maintenir un développement proche du terrain et de la population. On a un maillage qui nous permettra d'accompagner un maximum d'entrepreneurs. J'espère que ce partenariat fera long feu », a souhaité Eddi Reveilles.

Car, pour des raisons d'efficacité de l'accord, la BCI a initié des formations pour ces équipes de Brazzaville et Pointe-Noire. Outre les agents de la BCI, qui sont déjà sensibilisés à la vulgarisation des partenariats, ceux de la LCB et de Muprocom évoluant à Pointe-Noire ont de même été prévenus. La prochaine sensibilisation concernera les agents des Mucodec.

Mis en place pour faciliter la formation, renforcer les capacités techniques et managériales des PME, le FACP a pour objectif de permettre aux acteurs de ce secteur de saisir des opportunités de marché local, régional ou sous-régional.

Lopelle Mbousa Gassia



De nouvelles graines semées dans le terreau de la coopération UE-Congo : L'Union européenne présente les projets sélectionnés



COMMUNIQUE DE PRESSE



Brazzaville, 21/04/2015 – En présentant aux autorités congolaises et aux partenaires au développement, 5 nouveaux projets mis en œuvre dans le cadre de la coopération UE-Congo, la Délégation de l'Union Européenne (DUE) en République du Congo confirme son engagement aux côtés de la société civile, en particulier à travers son programme thématique "Acteurs Non Etatiques et autorités Locales dans le développement" (ANE/AL).

Les projets, sélectionnés en 2014 et dont la durée est comprise entre deux et cinq ans, vont bénéficier d'un appui financier de 3 115 000 euros. Démarrés début 2015, ces projets sont tous portés par des Organisations de la Société Civile. Trois, d'entre eux, contribuent à la conservation de la biodiversité dans et autour de 3 aires protégées de la République du Congo, à savoir : la Réserve Naturelle des Gorilles de la Lésio-Louna et les Parcs Nationaux de Konkouati-Douli et Nouabalé-Ndoki. Les 2 autres projets interviennent, l'un pour la promotion des produits agricoles dans le département de la Bouenza et l'autre, pour le renforcement des capacités du Groupement Interprofessionnel des Artisans du Congo (GIAC) à Pointe-Noire.

Identifié comme un des axes incontournables du soutien de l'Union européenne à la République du Congo, le programme thématique "Acteurs Non Etatiques et Autorités Locales dans le développement" (ANE/AL) contribue à faire de la société civile un partenaire responsable, informé et compétent de la vie économique, politique, sociale et culturelle. Depuis son lancement en 2007, le programme a déjà permis le financement d'une quarantaine de projets pour une enveloppe globale de 20 millions d'euros

Cet appui sera renforcé pour la période 2014-2020 à travers le nouveau programme « Organisations de la Société Civile et Autorités Locales » qui donnera lieu au lancement de deux appels à propositions de projets, de 5 millions d'euros chacun (soit plus de 3 milliards de FCFA). Les acteurs de la société civile seront invités à déposer des propositions de projets en lien avec les priorités de développement de la République du Congo.

La cérémonie de présentation de ces nouveaux projets se déroule ce **mardi 21 avril 2015 à 10h00**, à l'hôtel Marina, à Brazzaville.

Contact

Azaad Manté
Chargée de Presse et Communication
Délégation de l'Union Européenne
en République du Congo
Tél. : (+242) 06 973 65 33
azaad.mante@eeas.europa.eu



Délégation de l'Union Européenne
en République de Congo
Tel: +242 05 500 24 00
Fax: +242 06 669 99 29
Web: <http://eeas.europa.eu/delegations/congo>

OFFRE SPÉCIALE MATÉRIEL PROFESSIONNEL

Four à pizza électrique neuf

5 pizzas (24 cm)

Dimension 890 x 720 x 430mm

Prix spécial hors taxe : 892 000 FCFA

Tel: 01 8345883

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE!

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45 | 06 992 04 91 - Email : inscription@iprc-training.org



Une expertise à votre portée

INTITULE DE LA FORMATION

Gestion comptable et financière des projets et programmes

Analyse financière : pratique

Méthodes et outils de gestion pour managers : savoir fixer des objectifs, élaborer son tableau de bord etc.

Manager une équipe : perfectionnement

DUREE

5 jours

3 jours

3 jours

3 jours

PERIODE

4 au 8 mai 2015

11 au 13 mai 2015

18 au 20 mai 2015

26 au 28 mai 2015

*Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.



COMMUNIQUÉ DE PRESSE
**AKON révèle le nom du vainqueur
 de AIRTEL TRACE STAR
 ce 18 avril 2015**

Avec 2,3 millions d'appels, AIRTEL TRACE MUSIC STAR est la plus grande opération de détection de nouveaux talents musicaux jamais organisée en Afrique. Le nombre de candidats dépasse largement celui de toutes les compétitions musicales organisées en Europe et aux États-Unis comme : The Voice, Idols...

La grande finale avec les 13 gagnants africains s'est tenue le 28 mars au Kenya et a tenu toutes ses promesses avec une intensité émotionnelle et artistique exceptionnelle. Le grand gagnant a été choisi à l'issue d'une sélection impitoyable où pleurs et stress ont été présents jusqu'à la dernière minute. Pour la super star Akon qui présidait le jury, cette finale est tout simplement " **le meilleur Show TV de toute sa vie**".

L'événement sera diffusé le samedi 18 avril à 20h sur **TRACE AFRICA** et à 22h30 sur **TRACE URBAN** (durée : 90min) et rediffusé le dimanche 19 avril à 15h sur **TRACE AFRICA** et à 20h30 sur **TRACE URBAN** (durée : 90min)

Le nom du vainqueur sera révélé par **Akon**, **Lynnsha** et **Devyne**. Celui-ci remportera un contrat d'enregistrement chez Universal Music, une session de coaching et de la promotion pour un montant total de plus de **USD 500 000**.

A PROPOS DE TRACE

TRACE est une marque et un groupe de divertissement spécialisé dans les contenus musicaux et urbains. **TRACE** édite des chaînes de télévision thématiques, des radios FM, des services numériques, développe des événements destinés aux nouvelles générations et des services à valeur ajoutée pour les opérateurs de téléphonie mobile.

Site web: www.trace.tv

Contact presse : Kodjo HOUNGBEME

E-mail : khoubgreme@trace.tv

Dorian Djoung



PROJET LISUNGI

Une rallonge pour l'opération de ciblage des ménages

Le coordonnateur du projet Lisungi, Alfred Constant Kiakouama, a annoncé le 17 avril, le lancement de la deuxième opération de ciblage communautaire des ménages dans quatre arrondissements de Brazzaville



Les comités communautaires de ciblage (crédit-adiac)

L'opération interviendra du 20 au 25 avril, à Makélékélé, Baongo, Moundali et Talangai afin de rattraper les ménages non enregistrés lors du premier passage de l'opération de ciblage communautaire.

L'information a été donnée lors de la réunion de mise au point de la première phase du projet Lisungi entre l'Unité de gestion du projet (UGP), les chefs de quartiers, les comités communautaires de ciblage et les agents sociaux. La responsable des transferts sociaux du projet Lisungi, Anasthasie Ossangatsama a présenté la partie organisationnelle de la deuxième opération de ciblage des ménages. Elle a précisé que la phase additionnelle de ciblage impliquera trois membres sur le terrain. Ces derniers auront la charge d'enregistrer tous les ménages non identifiés pendant la première opération. La validation des données se fera au cours d'une réunion au niveau du bureau et de l'équipe mobile.

Elle a insisté sur le concept pauvre, un qualificatif qui permet de détecter les bénéficiaires du projet Lisungi. D'après elle, ce projet concerne tout ménage vivant dans la précarité dans le domaine de l'éducation, de la santé et de la vie sociale.

La responsable de suivi et évaluation, Elna Yama a présenté les résultats de la première opération de ciblage communautaire de ménage. Les premiers résultats explique-t-elle, ont montré des écarts au niveau des arrondissements d'après l'attente du projet Lisungi.

À Makélékélé sur 4371 ménages ciblés, le comité communautaire de ciblage à identifier 1480. Parmi ces ménages, 1451 ont été inscrits soit un écart de 2920 ménages. Baongo, 1448 ciblés, 1150 ménages ont été identifiés, 932 inscrits soit un écart de 516 ménages. Moundali, 2443 ciblés, 1378 identifiés, 1356 ménages inscrits soit 1087 d'écart. Talangai, 4953 ménages ciblés, 3002 identifiés, 2008 ménages inscrits soit un écart de 2945.

Le coordonnateur du projet Lisungi, Alfred Constant Kiakouama a conclu : « après la première étape de l'opération de ciblage des ménages réalisée par les comités communautaires de ciblage dans des conditions difficiles, le grand travail reste au niveau du suivi de ménage, de contrôle de règlement des conflits ainsi que de l'organisation de l'assemblée générale avec les ménages ciblés ».

Lydie Gisèle Oko

COOPÉRATION

La Turquie va appuyer le ministère congolais de la Jeunesse

Le sujet a été abordé le 15 avril entre le ministre de la Jeunesse et de l'Éducation civique, Anatole Collinet Makosso, et l'ambassadeur de Turquie au Congo, Can Incesu.

La Turquie est intéressée par l'implantation des maisons de jeunesse et de citoyenneté à travers les différents départements du pays. Anatole Collinet Makosso et son hôte ont aussi échangé sur la gestion du fonds d'appui à l'entrepreneuriat juvénile comme le souhaite la Turquie. Autres sujets au menu : la promotion de la mobilité des jeunes, notamment dans le cadre de l'échange d'expériences entre les jeunes des deux pays avec la possibilité des stages pour les jeunes Congolais.

Les deux personnalités ont envisagé la mise en place d'un comité technique qui sera composé des experts des deux pays. Il s'agit d'intégrer les différents programmes susceptibles de faire l'objet d'une coopération entre la Turquie et le ministère. « Nous avons parlé des perspectives, en particulier dans le cadre de la coopération dans le domaine de la jeunesse. Nous avons un accord qui comprend aussi ce domaine, à la phase finale de ces négociations, nous avons la possibilité d'avoir des échanges sur les initiatives que nous allons étudier pour aboutir à des résultats intéressants », a expliqué Can Incesu à sa sortie d'audience. Interrogé sur un probable appui de la Turquie dans la réduction du chômage, le diplomate turc en poste à Brazzaville a rappelé que ce problème existe dans la plupart des pays du monde. Il a, par ailleurs, précisé que les priorités de la Turquie étaient celles du Congo, car la question a été évoquée récemment lors de la 2e session de la commission mixte de commerce, de coopération économique et technique entre les deux pays.

Parfait Wilfried Douniama

LUTTE CONTRE LA DROGUE

Les chefs de quartiers formés pour être au service des jeunes à Djiri

Un séminaire sur le leadership communautaire a été organisé le 16 avril à Brazzaville, au profit des responsables de quartiers de l'arrondissement neuf Djiri, pour les inciter à œuvrer contre l'usage des drogues par les jeunes.

Par cette séance de recyclage, le projet Génération 5 S veut outiller les responsables des quartiers du neuvième arrondissement afin qu'ils développent auprès des jeunes âgés de 14 à 18 ans des compétences de vie qui les aideront à être responsables des décisions concernant leur mode de vie et leur santé.

Initié par le projet Génération 5 S (sans drogue, sans alcool, sans violence, sans VIH-Sida et sans discrimination), cette action a été financée par la croix bleue internationale (Ficb) dont le siège est basé en Suisse. Le projet est exécuté par Action de secours

d'urgence et de développement humain (Asudh), une ONG de l'église évangélique. « Nous voulons que les chefs de quartiers arrivent à cerner le poids de leurs responsabilités afin qu'ils affrontent sans peine les problèmes du genre érosion, délinquance juvénile et autres... », a expliqué Rodrigue Gamard Diahouakou, coordonnateur du projet.

En effet, des perspectives meilleures sont envisagées par le projet Génération 5 S d'ici décembre 2016. Il envisage notamment d'accroître le niveau de connaissance de 8.400 jeunes sur les dangers de la consommation des drogues et l'abus de l'alcool. D'ici juin 2016, le projet pourrait développer et renforcer les compétences de vie d'au moins 800 jeunes et dans la même période, il voudra augmenter l'engagement et les compétences de quatre personnes du conseil local du quartier Nkombo et cinquante

leaders d'opinions afin de créer un environnement propice au bien-être des jeunes.

Enfin, jusqu'en décembre 2016, le projet envisage de renforcer par des formations, les aptitudes de cent vingt parents et éducateurs afin de transmettre aux jeunes les compétences de vie essentielles.

En rappel, il y a deux ans, le projet Génération 5 S avait mis en place des équipes des paires éducateurs en milieu juvénile. C'est à juste titre que dans le neuvième arrondissement le projet Génération 5 S cible les jeunes des lycées et collèges publics ainsi que privés pour assoir sa campagne. Selon un document officiel de cette ONG, les enseignements tirés du projet vont être partagés avec les autres membres d'Asudh de sorte à étendre cette expérience dans les autres arrondissements et départements du pays.

Fortuné Ibara

FONCTION PUBLIQUE

Les finalistes des écoles normales des instituteurs sollicitent leur intégration

Le Collectif des diplômés des écoles normales des instituteurs du Congo (Cdenic) a sollicité, le 19 avril à Brazzaville, des pouvoirs publics l'ouverture d'un guichet unique en vue du traitement de leurs dossiers de recrutement demeurés en instance au ministère de la fonction publique depuis plusieurs années.

Selon une enquête menée par ce collectif, à partir du 1^{er} octobre 2015, plus de deux mille enseignants vont être admis à faire

valoir leurs droits à la retraite. Pour combler ce vide, le collectif souhaite du gouvernement, le recrutement de six mille diplômés sortis des différentes écoles normales des instituteurs du Congo. Les six mille diplômés concernent les promotions allant de 1998 à 2014. « Nous sollicitons le recrutement de six mille diplômés afin que nous soyons affectés avant septembre 2015. Toutefois si le recrutement reste toujours fantaisiste, nous exigeons de l'Etat la fermeture pure et simple du concours d'entrée à l'École nor-

male des instituteurs (Eni) qui ne sera réouvert qu'après l'employabilité des diplômés en instance de recrutement », a déclaré Boniger Ephram Kibinda Loufouma, président coordonnateur du Cdenic. Ces diplômés en instance de recrutement, sortis des écoles normales des instituteurs de Brazzaville, Dolisie et Owando, comptent organiser plusieurs sit-in notamment sur la devanture du ministère de l'Enseignement primaire et en face du ministère de la Fonction publique.

F. I.

RÉLIGION

Des nouveaux dirigeants de l'Armée du salut pour Brazzaville-nord

Nommés récemment commandant divisionnaire et directrice divisionnaire des ministères féminins de l'Armée du salut pour servir dans la zone de Brazzaville 1, les majors Blaise et Evelyne Kombo ont été officiellement installés dans leurs nouvelles fonctions le dimanche 19 avril.

Le chef de territoire du Congo et la présidente territoriale du ministère féminin, les commissaires Onal et Edmane Castor, ont installé les nouveaux promus au cours d'un culte de sanctification organisé dans la salle du Cinquantenaire du Plateau des 15 ans à Brazzaville. En effet, le nouveau commandant divisionnaire et la nouvelle directrice divisionnaire des ministères féminins présideront aux destinées des postes de Plateau des 15 ans (Moundali), Poto-Poto, Ouenzé, Talangai, Moukondo, Ngambio, Maloukou, Kibouendé, Ignié et de l'Ile Mbamou.

Ils succèdent ainsi au couple majors Urbain-Théophile et Odette Loubaki qui occuperont désormais les fonctions de secrétaire social, et secrétaire



Les commissaires Onal et Edmane Castor installant les majors Blaise et Evelyne Kombo dans leurs nouvelles fonctions ; crédit photo Adiac

social assistante, rédacteurs du journal « Le salutiste », que Blaise et Evelyne Stella Kombo ont occupé de 2008 jusqu'à leur récente nomination. Selon Evelyne Stella Kombo, leur promotion n'est pas le signe du mérite mais de la grâce de Dieu. C'est ainsi qu'elle a imploré la bénédiction du seigneur dans l'accomplissement de cette tâche combien lourde qui les attend.

Qui sont les nouveaux promus ?

Admis à l'école de formation pour officiers de l'Armée du salut le 10 septembre 1996, les majors Blaise et Evelyne Stella Kombo font partie de la session les « Bâtisseurs du royaume de Dieu ». Ils furent ordonnés et consacrés officiers de l'Armée

du salut aux grades de lieutenants en 1998, capitaines en 2001 et majors en 2013. En 17 ans de service pastoral, ils ont bénéficié de beaucoup de responsabilités. Officiers responsables de l'avant-poste de Taïti (Niari) et de Siafoumou (division ex-Kouilou), ils ont également assumé les fonctions d'officiers de jeunesse dans la division du Kouilou. Le 26 avril 2001, ils furent nommés officiers de poste de Tchimbabouka dans la division du Kouilou, aujourd'hui division de Pointe-Noire. Depuis le 1^{er} mars 2008, ils exercent les fonctions de secrétaire social et secrétaire sociale assistante, coordonnateurs des écoles salutistes et éditeur du journal « Le Salutiste ».

P.W.D.

AFRIQUE DE L'OUEST

Le plan Marshall pour la lutte contre Ebola s'élève à 8 milliards de dollars

Lors des assemblées semi-annuelles du Fonds Monétaire International et de la Banque mondiale tenues à Washington, aux Etats-Unis, les trois pays touchés par l'épidémie à virus Ebola (Guinée, Liberia et Sierra Léone) ont arrêté à huit milliards de dollars l'aide pouvant permettre la relance de leurs économies et éradiquer cette maladie.

« Sur ces huit milliards, dont une bonne partie a déjà été promise par la communauté internationale, un milliard devra être utilisé dans les deux prochaines années. Nous ne sommes pas sortis du bois », a indiqué le président de la Sierra Leone, Ernest Bai Koroma. « Nous ne devons pas baisser la garde », a affirmé le président de la Banque mondiale Jim Yong Kim alors que le virus a fait plus de 10.600 morts dans les trois pays depuis le début 2014. « L'important est que les trois pays se sont mis ensemble pour aboutir à ce plan », a estimé le président guinéen Alpha Condé. Ils l'ont appelé « Plan Marshall », en référence à celui que les Etats-Unis avaient mis en place pour reconstruire l'Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

De son côté, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a annoncé qu'une conférence internationale des donateurs aura lieu à la mi-juillet à New York pour répondre aux demandes des trois pays.

La Banque mondiale a indiqué que le montant total de son aide s'élevait déjà à 1,62 milliard de dollars et qu'elle allait y ajouter une enveloppe supplémentaire de 650 millions de dollars dans les 12 à 18 prochains mois.

Des sources guinéennes indiquent que le montant des aides déjà promises s'élève à 5,1 milliards de dollars dont 2,4 milliards ont déjà été déboursés. Des responsables de la Banque mondiale ont également indiqué que des engagements supplémentaires totalisant 1,2 milliard de dollars avaient été donnés au cours de ces assemblées, laissant une différence de financement de l'ordre d'un milliard de dollars avec ce que les trois pays demandent.

Sur les huit milliards, la moitié servira à financer des projets à l'échelle régionale, notamment dans le cadre de l'Union de la rivière Mano qui regroupe ces pays plus la Côte d'Ivoire.

« Nos systèmes de santé se sont effondrés, les investisseurs ont quitté nos pays, les recettes ont diminué et les dépenses ont explosé. Mais nous sommes fiers du fait que les cas d'Ebola ont diminué de manière significative dans chacun de nos pays », a déclaré la présidente du Liberia, Ellen Johnson Sirleaf.

Selon la Banque mondiale, le montant des pertes en Produit intérieur brut (PIB), s'élève à 2,2 milliards de dollars pour les trois pays (1,4 milliard de dollars en Sierra Leone, 535 millions en Guinée et 240 millions au Liberia). La Sierra Leone à elle seule a vu son PIB chuter de 23,5% en raison de l'effondrement du secteur minier.

Le Fonds monétaire international a de son côté rappelé qu'il avait mis en place en février un « Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes destiné à fournir des dons pour alléger la dette des pays concernés. Christine Lagarde, la directrice-générale du Fonds », a indiqué que la Grande-Bretagne et l'Allemagne s'étaient déjà engagées à y contribuer à hauteur de 72 millions de dollars.

Yvette Reine Nzaba

ENERGIE EN AFRIQUE

Les maires d'Afrique francophones plaident pour « une électrification durable »

À l'initiative du maire de Paris, Anne Hidalgo, présidente de l'Association internationale des maires francophones (AIMF) et le président de la fondation Energies pour l'Afrique Jean-Louis Borloo, une trentaine de maires de grandes villes africaines étaient réunis le 17 avril afin de réclamer « une électrification durable » pour les populations africaines.

À l'unanimité, ils ont appelé à soutenir le projet d'électrification de l'Afrique de Jean-Louis Borloo. Pour Anne Hidalgo, « L'électrification des territoires constitue l'une des conditions fondamentales du développement durable harmonieux du continent africain [...] C'est avant l'occasion historique de bâtir des filières d'énergies propres, sûres, viables et de qualité [...] Nous savons tous combien l'Afrique entière regorge de sources pour promouvoir des énergies renouvelables ». Ils ont lancé un appel à la communauté internationale pour mettre en place un vaste programme d'électrification en faveur du continent.

Pour rendre le projet réaliste, Jean-Louis Borloo a appelé à la création d'une agence intergouvernementale africaine « pilotée par les Africains », en vue de soutenir les projets, et de doter à l'Afrique subsaharienne une couverture électrique totale d'ici à 2025, pour un coût total de 200 milliards d'euros. Il a rappelé qu'au travers de la Banque africaine de développement (BAD), des crédits et fonds existent.

Les maires africains francophones ont à leur tour demandé aux bailleurs privés et publics à investir massivement dans les projets d'électrification, à travers les énergies renouvelables, notamment le solaire, l'éolien, l'hydraulique ...

Pour le maire de la ville de Dakar, Khalifa Ababacar Sall, le mode de financement est à l'adresse de l'Union européenne (UE) et des occidentaux. Il pourrait connaître des difficultés dans un monde en crise. Il a invité les Africains à se prendre en mains, à compter d'abord sur eux-mêmes. Quant au maire de Casablanca, Mohammed Sajid, il pense qu'électrifier l'Afrique est « à la portée des Africains », prenant l'exemple de son pays le Maroc, dont le taux d'électrification est passé de 15 à 90% entre 1995 à 2005.

Noël Ndong

IMMIGRATION

Le drame sans fin !

Plus de mille migrants noyés en trois jours en Méditerranée : l'Italie appelle l'Europe a enfin prendre conscience de la tragédie.

Les épithètes ont du coup un accent de légèreté. On ne sait plus comment qualifier le chapelet de tragédies qui se jouent en Mer Méditerranée ces derniers jours. En octobre de l'an dernier, devant l'alignement dans une salle communale de Lampedusa (Sicile) de plus de 300 cercueils de migrants noyés, on avait pu titrer sur « la plus grande tragédie jamais enregistrée dans le canal de Sicile ». Or le pire était à venir. Car, à peine a-t-on eu le temps d'enregistrer l'effroyable nouvelle de plus de 700 migrants (peut-être 900 même, prévient la marine italienne !) morts noyés dimanche dans le retournement de leur bateau qu'en Grèce on annonce le naufrage de plus de 200 autres malheureux !

Le décompte macabre dépasse l'entendement : un clandestin jeté aux requins par des passeurs ; une dizaine de migrants chrétiens jetés à la mer par leurs camarades d'aventure musulmans ; une Erythréenne qui accouche au milieu du tumulte ; 42 noyés et tués par asphyxie dans les cales (fermées) de leur bateau ; 700 emportés dans le fond de la mer quand les passagers d'une embarcation ont afflué d'un côté pour tenter de gagner un navire portugais ayant répondu à leur appel de détresse ; puis 200 morts dans une embarcation en détresse au large des côtes grecques lundi...

L'ampleur de l'horreur est telle qu'aucun parti politique en Italie, des plus humanistes aux populistes et xénophobes n'a été avare de commentaires émus. Le Premier ministre Matteo Renzi, qui appelle l'Union européenne à réagir, continue en même temps de souligner qu'une partie de la solution passe forcément par la résolution de la crise libyenne. L'Italie ne fait pas mystère de sa désapprobation, aujourd'hui comme au moment des faits, de l'action in-

considérée menée par le président Sarkozy et le Premier ministre britannique Cameron contre le régime de Mouammar Kadhafi en 2011. Signe de cet agacement montant, Matteo Renzi n'écarte plus lui-même aujourd'hui de mener des « interventions ciblées » en Libye, mais contre les passeurs. L'effondrement du régime Kadhafi a conduit à une désorganisation totale de ce pays ; les trafiquants en tous genres sont montés au créneau sous les dénominations religieuses ou politiques les plus diverses. Ils font de juteuses affaires avec l'immigration clandestine déversée vers l'Europe par l'Italie. Tout en se refusant à une intervention militaire en bonne et due forme, Matteo Renzi se dit résolu à mener « des interventions ciblées pour détruire un racket criminel ». La semaine dernière déjà, le Premier ministre avait réaffirmé aux États-Unis (membre de la coalition qui renversa Kadhafi) que son pays considérait « la Libye comme le principale problème, parce que située en face de l'Italie ; elle fait partie d'un problème complexe qui concerne le risque d'infiltration terroriste en Afrique ».

À sa demande insistante, l'Union européenne dont la politique étrangère est dirigée par Federica Mogherini, une Italienne ancien ministre des AE de Matteo Renzi, a convoqué lundi une réunion conjointe d'urgence, rassemblant les ministres de l'Intérieur et des Affaires étrangères au Luxembourg. « Nous n'avons plus d'alibi. L'Union européenne n'a plus d'alibi », a martelé Mme Federica Mogherini. « Les tragédies de ces derniers jours, de ces derniers mois, de ces dernières années, c'en est trop. On a besoin de mesures immédiates de la part de l'UE et des Etats membres », a-t-

elle estimé.

Des mesures ?

Tout le monde s'accorde à dire que Frontex, mécanisme européen de surveillance de la Méditerranée ayant pris la place de l'opération italienne Mare Nostrum, ne se montre pas à la hauteur de l'enjeu. Son directeur-adjoint Gil Arias, l'a d'ailleurs reconnu en évoquant un manque de moyens et en plaidant pour une autre politique migratoire en Europe. « Nous ne devons pas oublier que la Méditerranée est immense, deux millions de km², on ne peut pas contrôler et surveiller absolument toutes les zones où l'on peut éventuellement avoir des migrants et tenter d'éviter des tragédies. La solution, c'est une plus grande coopération avec les pays d'origine et de transit, c'est de trouver des solutions à l'instabilité dans ces pays. C'est un travail de diplomatie ».

La presse européenne, de Paris à Bruxelles en passant par Madrid et Londres, était unanime à condamner le léthargie européenne coupable, et son flot de mots émus qui, après chaque tragédie, ne donnent lieu à aucune action concrète. En visite chez le pape François samedi, le président italien, M. Sergio Mattarella, avait mis en garde contre l'attentisme européen devant la multiplication de ces drames : « nous risquons de perdre notre humanité », avait-il averti, en syntonie avec le Souverain pontife. Le journal populaire français Le Parisien résumait parfaitement lundi cet état des choses lundi : « À moins de considérer que nos valeurs humanitaires sont des idées mortes, l'indifférence n'est pas une option (...) Combien faudra-t-il repêcher de cadavres pour qu'enfin cette tragédie humanitaire soit considérée comme une urgence historique absolue? ».

Lucien Mpama

HORIZON 2050

L'Afrique qualifiée d'un continent incontournable

L'An 2050, un quart de la population mondiale sera africaine.

Et c'est vous, qui n'êtes encore que de jeunes étudiants, qui porterez le souffle de ce quart de l'humanité. L'Afrique est désormais un partenaire à part entière et un acteur incontournable.

Elle est en marche vers son destin de grande puissance du XXI^e siècle », tel est le message qu'a délivré la secrétaire générale de la Francophonie, Michaëlle Jean, à l'endroit des étudiants africains, lors de sa visite de travail à Yaoundé au Cameroun.

Ce message portant sur l'encouragement des jeunes africains, le plaidoyer sur l'éducation et l'avenir de l'Afrique a été fait, le 15 avril au cours de la cérémonie où les insignes de docteur Honoris Causa lui ont été décernés par l'Université de Yaoundé I.

Manifestant sa joie de se voir décerner pour la première fois une telle distinction par une université africaine, Michaëlle Jean a reconnu que le milieu universitaire fait partie des lieux où se transmet la connaissance

et où s'éveille la conscience d'autant qu'il forge l'esprit critique et construit la personnalité. « L'éducation, c'est aussi permettre à chaque femme et à chaque homme de devenir une

« L'éducation, c'est aussi permettre à chaque femme et à chaque homme de devenir une citoyenne et un citoyen à part entière, de mettre en perspective les situations difficiles »,

citoyenne et un citoyen à part entière, de mettre en perspective les situations difficiles », a-t-elle précisé.

Au cours de son séjour de travail, la secrétaire générale de la Francophonie a eu plusieurs entretiens, notamment avec le président de la République du Cameroun, le responsable du bureau Afrique centrale, des Grands Lacs, de

l'Océan Indien, de l'agence universitaire de la Francophonie ainsi qu'avec les associations de femmes et acteurs du secteur économique.

Invitant par ailleurs, les populations camerounaises à contribuer efficacement aux politiques de lutte contre les effets du changement climatique, Michaëlle Jean a déclaré, « Les populations du continent africain sont durement touchées par les effets du changement climatique. Cette centrale de captage du biogaz est un exemple concret de la façon avec laquelle le Cameroun contribue et se mobilise pour le développement durable. C'est ce type d'initiative que la Francophonie doit promouvoir et encourager à la grande Conférence des parties sur les changements climatiques qui se tiendra à Paris en décembre prochain ».

Soulignons que la cérémonie de port d'insigne s'est déroulée en présence du corps professoral et des étudiants des universités de Yaoundé I et II.

Rock Ngassakys

AFRIQUE DU SUD

Robert Mugabe
choqué par
les massacres
xénophobes
à Durban

« Nous sommes choqués, dégoûtés et avons en horreur ce qui s'est passé à Durban. Des Africains ont été délibérément brûlés à mort par certains membres de la communauté zoulou », a déclaré le président zimbabwéen Robert Mugabe, président en exercice de l'Union africaine, après les massacres xénophobes de la fin de la semaine dernière. Robert Mugabe a fustigé les horreurs subies par les étrangers vivant en Afrique du Sud. « Que cela ne se reproduise plus jamais en Afrique ou dans un autre pays. Nos peuples doivent être traités avec dignité sur le continent africain », a-t-il martelé.

Le ministre sud africain de l'Intérieur a annoncé l'arrestation de 300 personnes, après trois semaines de violences xénophobes qui ont touché la ville de Durban, puis Johannesburg, faisant au moins 6 morts et plus de 5000 déplacés. Les auteurs de ces actes accusent les étrangers de s'approprier les postes disponibles dans le pays, où le chômage des jeunes avoisine 40%.

Noël Ndong

LIBYE

L'État islamique
publie une vidéo
de l'exécution
de chrétiens
éthiopiens

Les djihadistes de l'organisation de l'État islamique assurent avoir exécuté une trentaine de personnes présentées comme des chrétiens d'Éthiopie. La scène publiée le 19 avril dans une vidéo de 29 minutes montre douze hommes décapités au couteau, alors que seize autres sont abattus d'une balle à bout portant dans une zone désertique. Elle rappelle les vingt et un Égyptiens de confession copte décapités dans des conditions similaires à la mi-février par les mêmes terroristes. Une personne habillée en noir s'exprime en anglais avant l'exécution et présente les hommes assassinés comme des « membres de l'Église éthiopienne ennemie ». Ces exécutions sommaires se font alors que les délégations des deux parlements rivaux, dont le premier est dominé par les islamistes, négocient au Maroc et en Algérie sous l'égide des Nations unies pour mettre fin aux violences dans ce pays.

Nestor N'Gampoula

SANTÉ PUBLIQUE

L'OMS lance la semaine mondiale de la vaccination 2015

Du 24 au 30 avril 2015, sera ouverte une grande campagne mondiale de vaccination contre plusieurs maladies entre autres la diphtérie, le tétanos, la poliomyélite, la rougeole, la pneumonie et la diarrhée à rota-virus. La fièvre hémorragique Ebola n'est pas citée dans ce programme.

La semaine mondiale de la vaccination célébrée la dernière semaine d'avril de chaque année, vise à promouvoir l'utilisation des vaccins pour protéger les personnes (enfants et adultes) de la maladie. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), cette campagne permet d'éviter plus de 2 à 3 millions de décès par an et surtout de protéger les en-

fants contre certaines maladies comme la diphtérie, le tétanos, la poliomyélite et la rougeole.

« La vaccination est largement reconnue comme l'une des interventions sanitaires les plus efficaces et ayant l'un des meilleurs rapports coût/efficacité. Elle a permis de réduire la pneumonie et la diarrhée à rota-virus, deux principales causes de mortalité pour les enfants de moins de cinq ans », a indiqué le communiqué de l'OMS.

La campagne mondiale de la vaccination a par ailleurs contribué à booster le secteur de la recherche biomédicale : « Aujourd'hui, grâce à des vaccins nouveaux et sophistiqués, les adolescents et les

adultes peuvent être protégés contre des maladies potentiellement mortelles comme la grippe, la méningite et certains cancers (col de l'utérus et foie) », a ajouté la même source.

Malgré, les efforts jusque-là abattus par les Etats et les organismes accrédités pour combler les lacunes en matière de vaccination, un enfant sur cinq échappe encore à la vaccination : « En 2013, plus de 21,8 millions de nourrissons n'ont pas reçu des vaccins salvateurs. » D'après l'institution onusienne, les raisons en sont notamment un approvisionnement insuffisant en vaccins, le manque d'accès aux services de santé, le manque

d'informations exactes sur la vaccination et un soutien politique et financier insuffisant des gouvernements.

Reste donc à assurer le suivi du Plan d'action mondial pour les vaccins (PAMV) adopté en mai 2012 par les 194 États Membres de l'Assemblée mondiale de la Santé. Le PAMV est le cadre opérationnel qui doit permettre d'éviter des millions de décès d'ici à 2020 grâce à l'accès universel aux vaccins pour tous. Le virus Ebola qui secoue l'Afrique de l'ouest avec 10500 décès sur 25000 cas, demeure un défi majeur aussi bien pour la recherche scientifique que pour la politique sanitaire à travers les Etats.

Fiacre Kombo

ITALIE

Une population nombreuse n'est pas qu'un poids ; c'est un atout

Le Vatican soutient les politiques natalistes et rejette les méthodes violentes de régulation des naissances.

L'Assemblée générale de l'ONU a ouvert une session consacrée au problème de la population mondiale. Dans le contexte des débats sur le nouvel agenda mondial après 2015 qui marquait en principe le terme du plan de développement de l'ONU pour les Objectifs du millénaire pour le développement, la hiérarchie de l'Église catholique intervient pour mettre en garde contre les politiques hasardeuses qui, sous prétexte de recherche de solutions proposent des antivaleurs aux populations. L'observateur permanent du Saint-Siège à l'ONU, Mgr Bernadito Auza, a réaffirmé jeudi la nécessité de mener ensemble les politiques démographiques et soucis d'efficacité économique. « Oui, c'est vrai que la croissance démographique peut constituer un obstacle au développement, mais cela ne peut justifier l'usage de politiques de limitations coercitives des naissances, qui ne respectent pas les valeurs des populations ».

Car, a-t-il souligné en substance, en développant les pays où la population est en croissance, on permet en même temps à leurs économies de croître aussi. « C'est la prospérité qu'il s'agit de partager, et non pas l'égoïsme », a-t-il rappelé en réaffirmant une position constante du Saint-Siège en la matière. Pour le Vatican, en effet, il y a suffisamment à manger pour nourrir le monde ; on ne peut pas tuer par l'avortement pour prétendre un plus grand bonheur aux survivants.

Lucien Mpama

NIGERIA

Une maladie non identifiée décime les populations du sud-est du pays

Plusieurs personnes vivant dans le sud-est du Nigeria ont développé ces derniers jours des symptômes similaires, dont une vision trouble, des maux de tête et des pertes de connaissance.

La maladie en cours d'analyse attaquerait le système nerveux des malades. L'État d'Ondo a déjà enregistré une vingtaine de morts. L'épidémie avance très vite, les personnes atteintes meurent au bout de 24 heures. Et l'Organisation mondiale de la santé analyse plusieurs échantillons pour identifier l'origine des décès.

N.Nd.

CROISSANCE

Michaëlle Jean : « L'Afrique est en marche vers son destin de grande puissance du XXI^e siècle »

A l'occasion d'une cérémonie où les insignes de Docteur Honoris Causa lui ont été décernés par l'Université de Yaoundé I, la secrétaire générale de la Francophonie, Michaëlle Jean, a livré le 15 avril un plaidoyer sur l'éducation et l'avenir de l'Afrique devant le corps professoral et plus d'un millier d'étudiants des universités de Yaoundé un et deux.

« En 2050, un quart de la population mondiale sera africaine. Et c'est vous, qui n'êtes encore que de jeunes étudiants, qui porterez le souffle de ce quart de l'humanité. L'Afrique est désormais un partenaire à part entière et un acteur incontournable », a affirmé la secrétaire générale, qui s'est dite émue de se voir décerner pour la première fois une telle reconnaissance par une université africaine.

« L'Université fait partie de ces lieux où se transmet la connaissance, où s'éveille la conscience, où se forge l'esprit critique, et où se construit la personnalité. L'éducation, c'est aussi permettre à chaque femme et à chaque homme de devenir une citoyenne et un citoyen à part entière, de mettre en perspective les situations difficiles lorsqu'elles surviennent, tout en faisant l'apprentissage de la communauté, du vivre-ensemble, du dialogue, du respect, et de l'engagement collectif », a indiqué Michaëlle

Jean.

Lors de son séjour à Yaoundé, la secrétaire générale de l'OIF s'est entretenue avec le président de la République du Cameroun, Paul Biya, et a participé à une séance de travail avec plusieurs ministres pour faire le point sur la coopération entre l'OIF et le Cameroun. Elle a également profité de son passage au Cameroun pour visiter le siège d'Élections Cameroun (ELECAM), rencontrer des associations de jeunes, et visiter le centre de traitement et de recyclage des déchets de Nkolfoulo près de Yaoundé.

« Les populations du continent africain sont durement touchées par les effets du changement climatique. Cette centrale de captage du biogaz est un exemple concret de la façon avec laquelle le Cameroun contribue et se mobilise pour le développement durable. C'est ce type d'initiative que la Francophonie doit promouvoir et encourager à la grande Conférence des parties sur les changements climatiques qui se tiendra à Paris en décembre prochain », a déclaré Michaëlle Jean. Elle a également visité le Bureau Afrique centrale des Grands lacs et de l'Océan indien de l'Agence universitaire de la Francophonie, et s'est entretenue avec des associations féminines et des acteurs du secteur économique.

Yvette Reine Nzaba



**Une équipe jeune et dynamique
à l'écoute de vos besoins**



**Assurances et
Réassurances du
Congo**

Soyez rassurés, vous êtes bien assurés!!

Assurance Incendie	Assurance Scolaire
Assurance Transport	Assurance Construction
Assurance Multirisque Habitation	Assurance Maladie
Assurance Globale Banque	Assurance Voyage
Assurance Responsabilité Civile	Assurance Entreprise
	Etc...

Agence BZV : Avenue Amilcar Cabral - Tél : +242 22 281 53 89 / 22 281 16 90
Agence PNR : 129, Avenue Fayette Tchitembo - Tél : +242 22 281 40 67 / 94 12 88
Email : arc@arc-congo.cg - www.arc-congo.cg

FESPAM 2015

Une édition jubilaire au budget mitigé

L'enveloppe d'un peu plus d'un milliard de FCFA prévue cette année par les autorités congolaises pour organiser la 10ème édition du Festival panafricain de musique (Fespam) qui coïncide avec la célébration du 20ème anniversaire de sa création laisse des doutes sur la réussite de l'évènement. Entre la conviction des organisateurs et le scepticisme de plusieurs experts, le Fespam, qui jubile doublement cette année, s'invite à une petite revue.

Dans les couloirs du Commissariat général du Fespam, visiblement réaménagés, aucun bruit ne brise encore le silence laissé par la 9ème édition qui avait englouti 4 milliards de FCFA. C'est plutôt dans une sérénité extraordinaire que les cadres s'activent, là-bas, à rectifier les choses afin que l'édition de 2015 se range totalement avec 1 milliard 350 millions de FCFA, le budget officiellement accordé par l'État, pour célébrer l'évènement musical qui compte parmi les plus importants sur le continent. Le Comité de direction du festival avec, à sa tête, le ministre Jean Claude Gakosso avait estimé, en août 2014, ce budget à 6,5 milliards de FCFA pour l'édition 2015.

Avec comme pour thème « La dynamique des musiques africaines dans la diversité des expressions culturelles », la dixième édition du Fespam aura lieu du 18 au 25 juillet 2015. Le compteur marque deux mois seulement pour tout boucler, mais les organisateurs sont confiants. « Nous savons ce que nous devons faire et nous la préparons normalement. Au moment où vous rentrez dans nos bureaux, nous parlions de la liste des artistes étrangers pressentis », lâche Dieudonné Moyongo, le commissaire général du Fespam, entouré des directeurs artistique, communication et du symposium.

Cuba, destination incertaine

« La 10^e édition se prépare comme les éditions antérieures puisque ce sont les mêmes cadres qui sont là et la même équipe », assure-t-il. À ce jour, dans le cadre des préparatifs, deux missions de prospection ont été réalisées à Mbé, siège du royaume téké, où sera organisé le lancement national du festival avec la construction du palais royal. Le gouvernement, explique-t-il, voudrait inscrire ce site sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco. Quant au lancement international du fespam, prévu cette année, à Cuba, l'inquiétude et le doute se lisent en raison des restrictions budgétaires. « Avec la volonté politique nous le ferons. Il suffit que les moyens soient décaissés à temps, car quelque fois cela pose des difficultés », souligne le Commissaire général.

À deux mois du festival, aucun financement n'a encore été décaissé sur le milliard et demi prévu. On sursure d'ailleurs qu'environ 40% seulement du budget risqueraient d'être disponibles. « Le pétrole a connu une baisse du prix du baril. Pour être en me-

sure de contenir les dépenses de cet exercice budgétaire, le ministère des Finances s'est résolu de réduire les budgets de tous les départements ministériels », explique Dieudonné Moyongo.

Cependant, la baisse drastique du budget du festival, associée à la réduction de celui de fonctionnement du Commissariat général passant de 350 millions de FCFA à 90 millions l'année, laisse entendre plusieurs interprétations.

différent de celui qu'on lui reconnaît actuellement. « Il faut lui redonner un peu plus d'éclat. Je crois qu'il faut redéfinir un certain nombre de choses. Dans ce genre d'organisation, il faut aussi faire appel à des gens qui ont beaucoup de maîtrise. Nous étions à l'époque entourés de beaucoup de professionnels et c'était le prix à payer pour mettre le festival sur les rails », rappelle Constant Ferréol Ngassaky's, ancien commissaire gé-



La joie des Brazzavillois lors d'une des éditions du spam

Ce nettoyage budgétaire a d'ailleurs contraint le ministère de la Culture à remercier environ 25 salariés du Commissariat général du fespam. Les responsables de l'institution estiment que la décision a été prise « avec toutes les responsabilités pour éviter de gérer une situation plus compliquée par la suite ».

Chronique d'une mort annoncée ?

Quoique des arguments budgétaires liés à la baisse du baril de pétrole expliquent le rétrécissement de l'enveloppe du festival, des propos font allusion à un ras le bol de l'État qui finance à 90% un rendez-vous qui peine à s'autofinancer et à se développer véritablement. En 20 ans, le Congo n'a pas failli à cet engagement panafricain, se réjouit l'État. Déterminé à assurer son leadership musical sur le continent, les budgets du fespam sont allés crescendo. Un serment qui expliquerait sans doute le rôle de Brazzaville choisie par l'Unesco comme ville créative et c'est sans conteste que la ville abrite le siège du Conseil africain de la Musique qui est la branche régionale du Conseil international de la musique.

Mais à côté de ce succès diplomatique, des professionnels estiment que le festival n'a vraiment pas fait de bonds prodigieux. En 20 ans d'existence, le fespam aurait connu un rayonnement

ral du festival. « Au-delà de la dimension politique qui s'inscrit dans la lignée du panafricanisme, il y a aussi la dimension artistique qu'il faille voir. Qu'est-ce que le fespam apporte au-delà de la cohésion sociale ? Je crois qu'à ce niveau il y a encore des problèmes », analyse Hugues Ondaye, membre du comité de direction du Fespam pour le compte de la Mairie de Brazzaville, et responsable du festival Feux de Brazza. Au-delà du côté festif, le Fespam, suggère-t-il, devrait jouer véritablement son rôle de promotion de la musique africaine. Le festival devrait insérer la musique africaine dans les grands réseaux de distribution au monde, en faisant venir des bailleurs qui financent l'activité musicale, des directeurs de festival pour inscrire les artistes congolais et d'ailleurs dans l'agenda d'importants rendez-vous. « Il faut qu'il joue pleinement son rôle d'un événement artistique, fédérateur, avec un effet d'entraînement sur tous les autres secteurs, booster l'hôtellerie et l'artisanat. Il y a aussi les artistes eux-mêmes, en dehors des cachets », soutient Hugues Ondaye.

S'appuyant sur le Festival des Musiques Urbaines d'Anoumabou (Femua) qui célèbre sa 8ème édition, avec un concept intelligent tourné vers la réalisation d'actions sociales, grâce désormais au

soutien de la CDÉAO, de l'Unesco et d'autres partenaires, l'ancien commissaire général Ferréol Ngassaky's estime qu'en 20 ans, le Fespam devrait léguer d'importantes structures capables de dynamiser l'industrie musicale. « On aurait pu faire renaître par exemple l'Industrie africaine de disque qu'enviaient tous nos parents d'Afrique. On aurait pu créer ne fût-ce qu'un embryon de structures de ce genre », suppose-t-il.

« L'infrastructure ne suit pas, on ne peut abriter un tel événement et qu'il n'y ait pas un centre de diffusion par exemple, une salle de spectacle, un espace approprié pour un

été réduit que cela présenterait une difficulté majeure qui empêcherait sa bonne organisation. Nous allons redimensionner nos activités », argue-t-il.

Un Fespam à un milliard de FCFA est-ce possible ?

Assurément, répond la plupart de professionnels. « C'est une question d'organisation tout simplement », affirme Ferréol Ngassaky's qui évoque, entre autres, la révision des cachets d'artistes et la collaboration. Un autre problème freinerait la bonne gestion des budgets : le comportement des agents de l'État aujourd'hui, devant un festival géré seul par le public. « Ils n'ont pas l'obligation de résultat, et il ne faut pas se le cacher », lance un arrangeur de musique.

Le fespam coûte cher à l'État. « Si le budget allait crescendo d'édition en édition, c'est plutôt une bonne chose mais le but était aussi de permettre à l'État de s'y désengager progressivement », explique Ferréol Ngassaky's, s'interrogeant par ailleurs si l'objectif a été atteint.

Visiblement non quand on s'imagine le maigre pourcentage que prennent les sponsors dans ce budget. En l'absence de chiffres officiels, on l'estime à environ 10%. Une situation qui laisse penser que le Fespam vit un désengagement de l'Afrique et d'autres partenaires à l'instar de l'Unesco et autres sponsors. Selon nos sources, lors de l'édition dernière, Azur, le sponsor officiel, avait débouqué 50 millions de FCFA convertis en gadgets et autres supports de communication pour soutenir le Fespam. « C'est insignifiant pour un sponsor officiel ! », apprécie un spécialiste. « Mais le problème c'est aussi aux acteurs du Fespam de savoir vendre le festival pour qu'il ait des retombées », suggère-t-on.

De même, lors du festival des Arts nègres de Dakar, au Sénégal, le budget avait été établi à environ 48 milliards de FCFA. Le gouvernement sénégalais a soutenu le festival avec 20 milliards et les autres ont apporté le reste. Le Congo aurait financé à hauteur d'un peu plus de 300 millions de FCFA. Coca-Cola a apporté à 1 milliard ainsi que la Libye et le Cameroun.

Devant cette preuve de panafricanisme et de soutien, l'on est en droit de se poser la question de savoir pourquoi le fespam est financé seul par le Congo. La réponse, estime Hugues Ondaye, est dans la manière de vendre le festival de plus en plus convoité par tant de pays. « Il revient au Congo de bien vendre son événement. Mais le constat est là, le Fespam a du mal à décoller ». « C'est un bijou qu'il faut garder », avertit Ferréol Ngassaky's.

Quentin Loubou

tel évènement », complète Hugues Ondaye

Le problème du Fespam, ce n'est pas le budget...

Sans langue de bois, spécialistes et artistes estiment que la réduction des budgets ne résout pas la « morosité » du Fespam de ces dernières années. Pour la plupart, il s'agit d'un problème intérieur lié au manque de professionnalisme des agents et la structuration de l'évènement. « Si déjà à 4 milliards nous avons le résultat que nous déplorons tous, que réaliseront-ils avec 1 milliard ? », s'interroge un artiste ayant requis l'anonymat.

« Le Congo fait erreur. La vraie diplomatie est culturelle. Toutes les négociations avec les financiers du Congo ont toujours tendance à marginaliser la culture. Il y a aucun ministre des Finances qui est passé et qui n'est pas tenté par détruire le Fespam. Le problème n'est pas forcément financier, il faut laisser les professionnels faire leur travail et les politiques faire le leur », martèle Hugues Ondaye.

Au Commissariat général du Fespam, l'heure est à l'examen minutieux de ce budget. Posture politique oblige, Dieudonné Moyongo ne laisse présager aucun souci, sauf celui du décaissement à temps des finances. « Ce n'est pas parce que le budget a

PROGRAMME RELATIF AUX OBSEQUES DE Mlle ANASTHASIE GAMPO



Suite au décès de leur fille, nièce et sœur, la nommée Anasthasie Gampo, survenu ce mardi 14 avril 2015 à 5h du matin à Brazzaville, Mlle Melaine Eta Anto, agent des Dépêches de Brazzaville, Nestor Okouo Eta, Jacques Gambou, Dr Florent Maurice Mongo, Louis Nguie, Sorel Eta et famille, informent les parents, amis et connaissances que le programme des obsèques se présente de la manière suivante :

Date : Mardi 21 avril 2015

9h : Levée du corps à la morgue municipale de Brazzaville

10h : Recueillement au domicile familial, sis la-rue kintélé n°24 Talangai, non loin du marché Intendance

13h : Départ pour le cimetière privé de Bouka

16h : Fin de la «cerémonie

7^E ART

La première édition du festival du cinéma des deux Rives s'est ouverte hier à Brazzaville

En prélude à la soirée inaugurale de cet événement, le promoteur de ce festival, Gueck Beyeth, a animé le 18 avril dans la salle de conférences des Dépêches de Brazzaville, une conférence de presse au cours de laquelle, il a présenté le programme du festival et les différents prix à gagner.

Durant cinq jours, plus d'une vingtaine de films de longs métrages américains, russes, africains, congolais et chrétiens seront projetés et, une dizaine de productions de courts métrages seront en compétition. Sept prix seront décernés aux meilleurs cinéastes, parmi lesquels: le prix du meilleur scénario, le prix d'interprétation féminine; le prix du public, le prix de court métrage et le prix de long métrage.

Au menu, plusieurs activités sont programmées notamment, des conférences débats, des masters class, des projections, qui se dérouleront dans les deux sites retenus à savoir : le Centre culturel russe et la préfecture de Brazzaville.

Organisé par l'Agence B&B Events en collaboration avec le collectif des congolais de la diaspora au Maroc et le club des cinéastes du Congo, cette première édition est accompagnée



par l'Unesco. Le festival accordera aux meilleurs cinéastes une bourse de six mois à une école supérieure d'audio-visuelle à Marrakech, au Maroc.

Ce festival a pour but d'encourager les jeunes cinéastes à évoluer et, avoir des partenaires à l'étranger pour restaurer les salles de cinéma qui sont fermées. L'autre objectif est celui de voir les familles aller au cinéma. Cette première édition du festival du cinéma entend aussi promouvoir l'accès du grand public à la culture et développer la connaissance des métiers liés au cinéma. Conscient de l'inexistence des salles de cinéma au Congo, Gueck Beyeth milite avec le réseau des cinéastes de la méditerranéen dont il fait partie, à la réhabilitation des salles de ciné-

ma fermées « Nous croyons que ce n'est pas facile mais nous osons. Nous sommes en train de militer avec le réseau des cinéastes de la méditerranéen pour voir comment financer les salles de cinéma fermées à Brazzaville ou comment les réhabiliter », a indiqué le promoteur.

Le festival du cinéma des deux Rives se tient avec les moyens de bord. « Nous n'avons pas reçu de l'argent de quiconque mais, nous organisons ce festival avec les moyens de bord. Nous n'avons pas des moyens financiers, aucun des invités n'a reçu un cachet. Ceux qui nous aident sont des personnes de bonne volonté et qui croient en nous ».

Parmi les prix qui seront attribués figure celui de la mairie de Brazzaville. Signalons que le festival du cinéma des deux Rives deviendra au mois d'août une Association congolaise et gardera le même nom. Cette première édition du festival du cinéma des deux Rives connaîtra la participation de Moussa Touré, un doyen du cinéma africain.

Un montant symbolique de 500 franc CFA a été fixé comme droit d'entrée.

Rosalie Bindika

IN MEMORIAM



22 avril 2012 - 22 avril 2015, voici déjà 3 ans qu'il a plu au Seigneur de rappeler à lui Charles Ganga.

Les enfant Ganga et son épouse demandent à tous ceux qui l'on connu et aimé d'avoir une pensée pieuse pour lui.

VOIE FERROVIAIRE

Le CFCO réceptionne dix nouvelles locomotives à Pointe-Noire

Ces dix locomotives ont été réceptionnées le 17 avril au Port autonome de Pointe-Noire en présence de Bruno Ongoli, directeur de cabinet du ministre des Transports, de l'aviation civile et de la marine marchande, de Séraphin Bhalat, président du conseil d'administration du Chemin de fer Congo océan(CFCO) et d'Alexandre Honoré Paka, préfet de Pointe-Noire.

Les dix locomotives de série CC 1301 à CC 1310 viennent s'ajouter à celles déjà en service au CFCO. Équipées d'installations modernes, elles ont également une grande capacité de traction.

L'acquisition de ces locomotives par le CFCO confirme la volonté du gouvernement à vouloir équiper la



compagnie ferroviaire nationale qui bénéficie depuis un certain temps de son soutien moral mais surtout financier.

C'est en 2007, que le président de la République avait instruit le gouvernement sur la mise en œuvre d'un programme urgent de réhabilitation et d'équipement du CFCO. Ce programme a notamment permis l'acquisition de plusieurs locomotives ce qui a augmenté sensiblement son trafic.

Aujourd'hui, grâce à cet effort du gouvernement, le CFCO peut s'estimer heureux, puisqu'il ne cesse d'accroître son processus de déve-

loppement d'année en année. Cela, lui a permis, de regagner la confiance de ses clients.

C'est une grande joie pour le personnel de la compagnie avec lui, tout le peuple congolais de voir le CFCO, après quatre vingts ans d'existence, passer des locomotives à vapeur aux locomotives diesel, et actuellement aux locomotives diesel électrique. Le Chemin de fer Congo océan est une fierté nationale. Il est un moyen sûr de transport de passagers et de marchandises mais aussi un prétexte non négligeable de découvertes touristiques le long du trajet de 510 km entre Pointe-Noire et Brazzaville.



CÉNI

L'abbé Apollinaire Malumalu rassure sur le respect du calendrier électoral

Le président de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) a ôté l'inquiétude, dans un point de presse, que son institution allait s'acquitter de sa tâche en toute indépendance.

De retour au pays après trois mois d'absence pour des raisons sanitaires, le président de la Céni a vite repris les commandes de son institution. Premier acte : une conférence de presse pour rassurer les esprits par rapport aux inquiétudes qu'inspire l'exécution du calendrier global publié par la Céni en rapport avec le cycle électoral 2015-2016. L'abbé Malumalu qui arborait, à l'occasion, une casquette pour dissimuler une vilaine cicatrice, s'est voulu convainquant. Il n'avait d'ailleurs pas de choix car il lui fallait impérativement assumer le calendrier électoral à défaut de se dédire. « Nous allons tenir le calendrier, il n'y aura pas d'élection sacrifiée », avait alors martelé le président de la Céni tout en rassurant sur le fait que son institution allait s'acquitter de sa tâche en toute indépendance.

Nonobstant le caractère laborieux des sept scrutins à organiser à partir du mois d'octobre et surtout du timing restant (un an et demi) pour parachever le processus électoral, Abbé Malumalu a émis des assurances sur le respect de toutes les échéances électorales. « Nous sommes là pour exécuter le calendrier de la Céni. Ce calendrier est exécutoire pour

tout le monde. Nous allons vers des élections et nous les espérons apaisées », a-t-il déclaré avant de clore tout débat sur le calendrier électoral qui ne pourra plus souffrir d'aucune modification.

Des propos qui tendent à renforcer la confiance sur la Céni et écarter le doute alimenté par l'opposition sur la possibilité d'organiser les élections dans l'espace du temps restant. Le choix fait par la Céni de commencer par les élections locales prévues pour le 25 octobre est perçu par une certaine opinion comme une stratégie visant à reculer la date de la présidentielle avec, pour conséquence, le prolongement de fait du mandat de Joseph Kabila au-delà de 2016. En cela, il faudrait y ajouter la série des scrutins directs et indirects, les uns aussi laborieux que les autres, prévus avant la présidentielle couplée aux législatives.

Rappelons que la Céni avait publié le 12 février un « calendrier électoral global » fixant au 27 novembre 2016 la date de la prochaine présidentielle. Quoique l'abbé-président aient des assurances, l'opposition soupçonne toujours le pouvoir de chercher à reporter la présidentielle de 2016.

Alain Diasso

PROCESSUS ÉLECTORAL EN RDC

L'ONU prône une ouverture politique plus large

La Monusco invite toutes les parties prenantes au processus électoral à créer les conditions nécessaires pour qu'il soit libre, juste, crédible, ouvert, transparent, pacifique et conforme à la Constitution congolaise.

Plus l'on s'achemine vers les échéances électorales dont le go sera donné cette année avec la tenue des provinciales et des locales, plus la tension monte dans les cercles politiques et dans l'opinion. Les manifestations troubles de janvier dernier autour de la loi électorale démontrent à suffisance qu'il y a encore beaucoup à faire pour créer des conditions favorables à la tenue des scrutins apaisés. Telle est la conviction de la Monusco qui entend accompagner la RDC dans l'organisation de tous les scrutins prévus entre 2015 et 2016 de sorte à épargner aux Congolais les travers de la violence.

Le patron de la Monusco, Martin Köbler, qui a exprimé ses vives préoccupations à ce sujet au cours d'un entretien avec l'AFP, a exhorté le gouvernement de Kinshasa et toutes les parties concernées « à créer les conditions nécessaires pour que le processus électoral soit libre, juste, crédible, ouvert, transparent, pacifique et conforme à la Constitution congolaise ». Partant des événements de janvier, il estime que le climat n'est pas du tout paisible à l'approche des élections. Il y a lieu,

a-t-il précisé, « de garantir les libertés publiques, mais aussi l'espace politique, l'espace pour l'opposition, l'espace pour la société civile, pour les défenseurs des droits de l'Homme ».

À tous ceux qui seront tentés d'interpréter maladroitement ses propos en pensant à une immixtion de la Monusco aux affaires intérieures de la RDC, Martin Köbler explique qu'il ne s'agit pas d'une interférence dans les affaires domestiques que de demander le respect pour les droits de l'Homme. Abondant dans le même sens, le porte-parole de la Monusco Felix Prosper Basse, qui s'exprimait sur BBC, a déclaré qu'il incombe au gouvernement de la RDC « de veiller à la transparence et à la crédibilité du processus électoral par une garantie de la liberté d'opinion, d'expression et l'accès équitable aux médias ».

Les inquiétudes des Nations unies se fondent essentiellement sur les suspicions qui entourent la tenue des élections en RDC et notamment de la présidentielle prévue pour le 27 novembre 2016. Alors que le gouvernement rassure de tenir les échéances électorales dénonçant au passage un procès d'intention de l'opposition, cette dernière le soupçonne de chercher à reporter la présidentielle afin de permettre au président Joseph Kabila de se maintenir à son poste au-delà du terme de son mandat.

A.D.

INTERVIEW. HENRI NZUJI

« Nous n'avons pas les moyens d'organiser les élections apaisées en 2016 »

Acteur politique se réclamant de l'opposition, fils de Catherine Nzuji wa Mbombo, Henri Nzuji propose la création d'un Fonds de mobilisation des ressources électorales.

Les Dépêches de Brazzaville :



Pensez-vous que le chantier de découpage territorial devrait s'exécuter au même moment que le chantier des élections ?

Henri Nzuji : J'ai été parmi les gens qui ont contesté en 2006 la Constitution qui avait été promulguée en ce moment-là après référendum. Bien que ma mère (Ndlr : Nzuji wa Mbombo ndlr) ait été dans le gouvernement, j'ai fait campagne contre parce qu'il y avait les germes de ce que nous déplorons aujourd'hui, un découpage qui ne tient pas compte des us et coutumes, des tribus et va créer des provinces non viables. Pour vivre, les policiers, les militaires et les agents de l'État vont se rebattre plus sur le peuple, on sait comment ils ont toujours dérangé les gens déjà dans les grandes villes. Et là on va continuer à favoriser l'impunité, la corruption et plein de choses semblables. Je suis contre ce découpage.

LDB : Mais le découpage est quasi effectif. Quelle pourrait être la viabilité de ces nouvelles entités ?

HN : Le découpage se fera par la volonté des dirigeants. On sait que la volonté change tout. Ça pourrait être le point de départ pour certaines provinces auxquelles on donne la chance ; on vient de voter la loi sur la caisse de péréquation. Maintenant il faut beaucoup de lois dans notre pays. Mais le problème a toujours été leur application, la rétrocession de 40 % des entités administratives décentralisées, etc. Quant à la viabilité de ces nouvelles entités, à court terme, il ne faudra pas s'attendre à beaucoup de choses. Il faut attendre cinq à dix ans pour avoir des provinces viables, avec des infrastructures, des hôpitaux de référence, une police nationale, un commandement de région, des camps militaires, une urbanisation de qualité, une distribution d'eau potable et d'électricité, un transport public assuré... Cela peut être une chance pour un nouveau départ, on aurait eu les moyens de notre politique et on doit s'assurer

de l'exploitation de notre richesse, des ressources naturelles. Tenez, le Nigeria était l'un des pays les plus pauvres, avec un taux d'inflation élevé. Mais quand les dirigeants ont compris que le pétrole était la seule richesse du pays, ils ont donné l'accès

Mbombo, Kabaidi, etc. Qu'on arrête ça, parce qu'on n'aime pas quelqu'un, on le diabolise. Si on veut faire partir le président Joseph Kabila, il partira un jour. De l'antijeu et des crocs-en-jambe, je ne suis pas d'accord avec ça, bien que je ne sois pas de la majorité présidentielle.

LDB : L'actualité, c'est aussi la tenue des élections à tous les niveaux. Mais déjà le problème de financement se pose. Votre lecture ?

HN : Bien que cela soit décidé, moi je plaide pour un consensus autour de 2016 afin qu'on puisse parler de tous les sujets qui fâchent. Il n'y a pas de date taboue. Le 19 décembre 2016 au soir, si le président Kabila est toujours là, le pays ne va pas s'écrouler, le ciel ne va pas nous tomber sur la tête. L'opposition réclame, par exemple, qu'on arrête le découpage territorial. Si on doit parler de 2016, parlons aussi d'autres choses comme le découpage. Dans les jours suivants, je vais initier une pétition appelée « Consensus 2016 » pour dire au peuple qu'on n'a pas les moyens. Nous n'avons pas 40 % de notre budget. Si l'on doit mobiliser un milliard de dollars pour organiser les élections, cela voudra dire qu'on coupe les salaires. Par quelle magie on trouvera un milliard USD pour organiser les élections ? Pourquoi ne pas faire ces élections apaisées même sur trois ans et l'on commencerait ainsi en 2016 ? Pour ce faire, je proposerai la création du Fonds pour la mobilisation des ressources électorales et l'on placerait un opposant à la tête de cette institution, comme Félix Tshisekedi ou Vital Kamerhe. Ce Fonds va mobiliser les ressources en 2015 et 2016 afin de faire des achats nécessaires à la logistique avec la Commission électorale nationale indépendante (Céni).

LDB : Comment doit-on gérer, selon vous, la question de la double nationalité ?

HN : La double nationalité est une question de choix. Après la guerre, nous avons encore dans nos frontières des gens qui disposent d'armes à feu, commettent des exactions, tuent... C'est très complexe, on n'a jamais fait d'identification depuis des années, les Mbororo (peuple nomade constitué d'éleveurs venus de la République Centrafricaine) se sont mariés avec les ethnies de chez nous, ... À l'est, à l'ouest comme au nord du pays, il y a des problèmes de mixage terrible. On doit réidentifier les gens. Quand on saura ceux qui sont Congolais, combien nous sommes, alors là on pourra penser à qui peut être congolais, qui peut avoir la double nationalité et dans quel cas. Je pense que des hommes d'affaire qui ont des revenus importants peuvent souscrire à la double nationalité pour leur faciliter des déplacements partout dans le monde. Nos lois doivent être plus souples et créatives dans cette matière. Mais un autre problème de la double nationalité, c'est qu'on donnerait accès à des mercenaires politiques. À mon sens, on peut octroyer la double nationalité à quelqu'un, mais il ne peut plus avoir des ambitions politiques. On le voit à l'étranger, vous obtenez la nationalité, vous payez l'impôt, mais vous n'avez pas accès à des fonctions électives.

Martin Engimo

PRISON DE MAKALA

La détention de l'opposant Ernest Kyaviro préoccupe l'Acaj

Le Parquet général de la République, qui l'y a transféré après quatre-vingt-six jours de détention au secret, a souligné cette ONG, l'accuse d'atteinte à la sûreté intérieure de l'État, d'incitation à la désobéissance civile et la rébellion.

Dans un communiqué du 19 avril, l'Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj) a noté avec préoccupation la détention depuis le 16 avril du président du parti de l'opposition RCD/KL du Nord-Kivu, Ernest Kyaviro, à la prison de Makala, après son transfert au Parquet général de la République par l'Agence nationale de renseignement (ANR). L'ONG a souligné que ce dernier a déjà passé quatre-vingt-six jours de privation de liberté au secret. L'Acaj dénonce, dans cette action, l'inculpation automatique de ce politicien, « étant donné que sa détention était devenue illégale depuis le 25 janvier 2015, et qu'il est très malade des suites de la torture que des agents de l'État lui ont administrée et il a perdu 15 kilos ». « L'inculpation automatique des personnes transférées par l'ANR, après une détention au secret, participe à la violation des droits fondamentaux des détenus et à l'enracinement de la culture de l'impunité », a déclaré le président de l'Acaj, Me Georges Kapiamba. Le procureur général de la République, a-t-il ajouté, a la responsabilité de faire libérer toutes les personnes

détenues actuellement au secret par les services de sécurité et poursuivre les auteurs de la pratique de torture.

L'Acaj exige, par ailleurs, la libération sans condition de l'opposant Ernest Kyaviro ainsi que d'un membre du parti politique MSR/Goma, M. Patrick Mundeke, arrêté à Goma le 22 janvier, qui est aussi accusé d'être instigateur des manifestations contre la modification de la loi électorale.

Cette ONG rappelle que le 22 janvier 2015, Ernest Kyaviro a été arrêté en présence de son épouse à Goma et transféré à Kinshasa le 23 du même mois, avec des habits déchirés et le visage tuméfié. En croire cette association, la police l'avait accusé d'être instigateur des manifestations contre la modification de la loi électorale organisées à Goma et dans d'autres chefs-lieux de territoires du Nord-Kivu. « Ligoté (deux coudes dans le dos) et embarqué dans une Jeep 4X4 de l'armée et placé à côté d'un cercueil vide acheté par la police après son arrestation, il a fait objet de torture lors de son arrestation et sa détention au cachot de l'ANR. », a souligné cette ONG. L'Acaj a également noté que durant quatre-vingt six jours, il n'a pas eu droit à la visite familiale, ni à l'assistance de son avocat. Et tombé malade le 15 février, il n'a pu être consulté par un médecin que le 22 mars, et sur huit médicaments que le médecin lui a prescrits, il n'a reçu qu'un seul.

Lucien Dianzenza

C1-8^{ES} DE FINALE

Sanga Balende tombe face Al Hilal, Mazembe accroche Stade Malien

Le week-end dernier a été poussif pour les clubs congolais disputant les huitièmes de finale aller dans les deux compétitions africaines interclubs de football. Si Mazembe a ramené de Bamako un résultat assez flatteur de deux buts partout contre Stade Malien en Ligue des champions, les trois autres clubs congolais ont subi la loi des adversaires. Sanga Balende a été désillusionné à domicile par Al Hilal du Soudan, FC MK a été dompté au Nigeria par Warri Wolves alors que V. Club broyait du noir à Mbabane face à Royal Leopards.

Le 19 avril a été cauchemardesque pour Sa Majesté Sanga Balende de Mbuji-Mayi. Après sa brillante qualification en huitièmes de finale de la 20^e Ligue des champions d'Afrique aux dépens de Coton Sport de Garoua, le club dirigé par le gouverneur du Kasai Oriental, Alphonse Ngoy Kasanji, a littéralement amoindri ses chances de qualification pour les quarts de finale de cette prestigieuse compétition africaine interclubs de football. Les Anges et Saints de la capitale diamantifère congolaise ont été battus, le dimanche au stade Tata-Raphaël de Kinshasa, par les Soudanais d'Al Hilal sur la marque de zéro but à un. L'unique but de la partie a été inscrit par l'attaquant Saif Masawi à la 86^e minute, reprenant de la tête un corner venu de la droite. Ce but a été marqué contre le cours du jeu, car Sanga Balende avait visiblement l'emprise du match dans les dernières mi-

nutes de la partie. Présent en Ligue des champions depuis quelques années, Al Hilal a joué sur l'expérience pour venir à bout de Sanga Balende. Le match retour dans deux semaines à Omdurman sera décisif. Le club entraîné depuis plus d'un mois par Santos Muitubile devra jouer son va-tout, emballer la partie et espérer un miracle.

Le 18 avril au stade Modibo-Keita de Bamako, le TP Mazembe est passé à côté d'une victoire à l'extérieur également en match aller des huitièmes de finale de la Ligue des champions édition 2015. Les Corbeaux du Katanga ont mené jusqu'à deux buts à zéro face au Stade Malien avec les buts du Malien Cheibane Traoré (ancien du Stade Malien) à la 27^e minute et du Ghanéen Daniel Adjei à la 51^e minute, sur une lumineuse passe du Zambien Rainford Kalaba. Mais l'équipe coachée par le Français Patrice Carteron a encaissé coup sur coup deux buts en trois minutes dans le dernier quart d'heure de la partie. C'est Ismaël Koné qui a sonné la révolte de Stade Malien devant son public de Bamako, d'abord à la 74^e minute, battant le gardien de but Aimé Bakula titularisé à la place de Robert Kidiaba. Il a égalisé à la 76^e minute, reprenant un centré issu d'un corner à la rémoise.

« On est déçu parce qu'on menait 2-0, on avait fait là un grand match puis on a eu un quart d'heure d'absence, surtout lors des 5 minutes fatales où on a pris deux buts coup sur coup. Mais c'est quand même satisfai-

INTERVIEW. TONY BOLAMBA

« Le Moco est prêt à affronter les urnes »

Analysant les faits ayant marqué l'actualité politique de ces dernières heures, le président du Mouvement pour le Congo (Moco) informe que son association peaufine déjà ses listes des candidats pour les élections provinciales et locales.

Les Dépêches de Brazzaville : L'actualité politique reste marquée par l'affaire de la fosse commune de Maluku. Votre commentaire à ce sujet.

Tony Bolamba : Je ne sais pas si c'est un charnier ou une fosse commune. Il faudrait que nous attendions le résultat des fouilles et des recherches pour que nous puissions nous prononcer. Le gouvernement a dit qu'il va effectuer certaines enquêtes pour apporter des éclaircissements dans cette ténébreuse affaire. Nous devons attendre que l'enquête puisse établir les responsabilités s'il y en a. Moi, je fais confiance en la justice de mon pays. Sinon, je n'aurais pas mené certaines actions en justice contre certaines personnalités qui usurpent la nationalité congolaise.

LDB : Vous croyez sincèrement en la justice congolaise ?

TB : Ce que j'attends de la justice de mon pays est qu'elle puisse être très neutre et pas politisée pour le bien de la République et de la Nation. On ne peut bâtir des Républiques solides, des Nations fortes que par la justice. La justice, c'est le béton même d'une République, d'un État. Je souhaiterais que la justice congolaise puisse être libre et indépendante pour le bien de la République et pour la pérennisation de l'État.

LDB : Le gouvernement n'a pas écarté la possibilité d'exhumer les cadavres si cela peut contribuer à la manifestation de la vérité...

TB : Je ne sais pas si cela contribuera à la manifestation de la vérité. En tant qu'Africain, je voudrais suggérer que nous puissions consacrer un jour pour assurer un enterrement digne de nos compatriotes en difficultés matérielles. Nonobstant le fait que nous soyons tous en situation matérielle très difficile, cela ne nous empêche pas en tant qu'Africain, de respecter nos morts. Déjà nous sommes tous des indigents parce que nous n'avons pas de politique sociale, économique et rien comme politique établie pour nos populations. Nous sommes une population en détresse. Certes, nous

pouvons compter sur la solidarité de nos familles, de nos amis mais il y a plusieurs parmi nous qui n'ont pas cette facilité-là.

LDB : L'opposition a décrété un deuil national de trois jours...

TB : Je ne vois pas pourquoi on doit décréter un deuil national. Il ne faut pas être émotif, un mort est un mort. Je n'y vois pas d'intérêt sinon, on ferait



des deuils nationaux tous les jours. La majorité de nos opposants sont peut être des politiciens. moi, je suis un homme d'État. Je suis gêné d'évoquer ce sujet parce que chez nous les Africains, nous prônons la culture de respect des morts. Je refuse de bâtir ma propagande sur la tête des morts. Ce n'est pas dans ma culture.

LDB : Le Moco a-t-il déjà pris le train des élections provinciales et locales ?

TB : Nous sommes en train de peaufiner nos listes définitives des candidats pour les élections provinciales et locales. Nous aurons approximativement en gros treize candidats-députés provinciaux à Kinshasa, Bas-Congo et Équateur. Vu que nous sommes une jeune association, nous évitons, à ce stade, d'avoir une pléthore des candidats. Nous voulons concentrer nos forces là où nous pouvons gagner afin d'améliorer le quotidien des Congolais par des lois que nous proposerons demain au Parlement provincial ou au Sénat.

LDB : La perspective d'un dialogue ne risque-telle pas de tout chambouler ?

TB : La République est une famille qui nous appartient à tous mais il faut choisir des acteurs qui apportent quand même leur pierre à l'édifice national. Je suis souvent très déçu. Voilà pourquoi je n'assiste pas à ce genre des forums, dialogues ou

concertations. Chaque fois qu'il y a ces types d'organisations, certains envoient leurs cousins, fabriquent des associations de toute pièce. Pendant ce temps, ceux qui sont censés s'y retrouver pour traiter des problèmes de fond touchant à la vie du pays et apporter des propositions concrètes sont écartés.

LDB : Est-ce à dire que le Moco est prêt à affronter les urnes ?

TB : Nous sommes fin prêts avec nos listes. Personnellement, j'ai toujours été prêt. Là, j'attends que nos candidats puissent nous amener certaines pièces qui manquaient afin que nous puissions les rassembler et tout mettre en place. Nous sommes en pourparlers avec l'Union pour la Nation dans le but d'établir une liste commune. Les pourparlers ont beaucoup avancé. Trois de nos cadres du bureau siègent dans les commissions qui préparent la réécriture des textes de la Plate-forme parce que l'UN a été créée en 2006 pour soutenir le candidat libéral Jean Pierre Bemba. Aujourd'hui, ce n'est plus la même chose. Ils sont en train de refaire les textes qui nous permettront d'aller aux élections ensemble. J'espère qu'un compromis sera trouvé pour concrétiser l'alternance dans les deux chambres du Parlement.

LDB : Votre évaluation à mi-parcours de la campagne d'éducation civique menée par le Moco ?

TB : Je ne serai pas là pour nous jeter les fleurs. J'estime que nous sommes sur la bonne voie. Il y a beaucoup plus de monde qui vient nous rencontrer. Cet engouement est motivé par notre discours qui n'est certes pas nouveau mais constant sur le fond, avec à la clé, la dénonciation des maux qui rongent le pays depuis 18 ans.

LDB : Votre dernier mot ?

TB : Le Moco avait dit qu'il va aligner des candidats à toutes les échéances. Nous allons le faire, nous allons tenir parole. Nous n'allons pas décevoir nos sympathisants et compatriotes qui nous font confiance. Vous le verrez aux résultats des élections provinciales. Après, nous attendrons les législatives et la présidentielle. Je pense que nous sommes sur la bonne voie pour hisser de nouvelles personnes à l'Assemblée nationale afin de se battre de l'intérieur, proposer des lois, faire des interpellations et pousser l'exécutif à répondre positivement aux attentes de la population.

Alain Diasso

sant parce qu'on est en progrès. On est aussi déçu de l'égalisation parce qu'on pensait tenir le match. Ça fait partie du football, on est en 8^{es} de finale de la Ligue des Champions, il ne faut pas penser qu'on va gagner nos matches facilement à l'extérieur. En tout cas, j'ai aimé l'attitude de mes joueurs pendant longtemps dans le match, on ramène un bon nul même si il y avait la place pour gagner. On est sur treize victoires consécutives à domicile. Quant on sait qu'un nul est suffisant pour nous, on jouera de toute façon pour gagner – quel que soit le score – mais avec le bénéfice de ce match nul à Bamako », a déclaré Patrice

Carteron à la fin de la partie. Le coach algérien du Stade Malien, Kamel Djabour, reste optimiste pour le match retour à Lubumbashi : « Il y a eu deux périodes. En première mi-temps, on ne s'est pas retrouvé, on n'a pas trouvé nos marques. En 2^e mi-temps, on a fait du jeu. On est revenu dans le match. A 2-0, on a eu les ressources physiques et morales pour revenir au score. Je regrette un peu les deux ou trois occasions qui auraient pu nous permettre de gagner ce match. Mais ce n'est que partie remise, ils ont marqué deux buts ici, on essaiera de faire la même chose au retour; voire mieux. Je pense que c'est possible ».

C2, V.Club et MK battus...

En Coupe de la Confédération, les deux clubs congolais représentatifs ont perdu à l'extérieur. Le FC MK de Kinshasa a courbé l'échine devant Warri Wolves, le 18 avril à Warri (à 280 km de Lagos), par un but à deux. L'attaquant nigérian Salami a signé un doublé au cours de cette partie à la 23^e et 80^e minute. Le FC MK qui a raté un penalty par Dark Kabangu a cependant réussi à réduire l'écart à la 85^e minute par Lwamba. Avec le statut d'un favori, l'AS V.Club a pourtant laissé des plumes à Mbabane, battu par Royal Leopards du Swaziland par zéro but à un. Les matchs retours dans deux semaines seront déterminants.

Martin Engimo

PARTENARIAT

Congo Terminal réaffirme son soutien au SAMU-Social Pointe-Noire

Une fois de plus, Congo Terminal, Filiale de Bolloré Africa Logistics en charge du terminal à conteneurs et de la modernisation du Port autonome de Pointe-Noire (PAPN), a réaffirmé son implication dans la cause sociale en République du Congo en signant un partenariat de trois ans avec le SAMU-Social. La signature de ce partenariat a eu lieu le mercredi 08 avril entre Michel ANTONELLI, Directeur Général de Congo Terminal et Laurienne DUBOST, Directrice du SAMU-Social en présence de Jean Luc DELVERT, Consul général de France et Jean Jacques Moé-Bayonne, deuxième secrétaire du conseil municipal et départemental de Pointe-Noire, représentant le député-maire de la ville.



La situation des enfants de la rue demeure préoccupante et nécessite une assistance sincère et sans faille. C'est le combat que mène depuis des années le SAMU-Social dans le département de Pointe-Noire. Mais seul, sans partenaires, la route reste longue.

Congo Terminal s'est donc engagé, à travers la signature d'une convention, d'accompagner cette structure dans sa lutte contre l'exclusion sociale des enfants et jeunes de la rue. Cet acte, vient une fois de plus, confirmer son engagement sur les questions sociales et sociétales en République du Congo.

« Le problème des enfants de la rue est crucial et on ne peut pas rester tranquille sans rien faire. Le groupe Bolloré, via sa filiale Congo Terminal, a une forte présence économique au Congo. En application de notre politique de développement durable nous avons l'obli-

gation morale, sociale et sociétale de soutenir les populations locales », c'est avec ces mots touchants que Michel Antonelli s'est adressé à l'assistance.

Il faut dire que cela fait des années que Congo Terminal s'est impliqué dans les actions sociales et sociétales dans le département de Pointe-Noire. En 2013 déjà, il avait signé une convention avec le Samu-social pour l'aider à faire face à ses besoins. Cela avait notamment permis à son directeur général de participer à une maraude aux côtés des équipes du Samu-social, une manière de suivre, d'accompagner et de voir ce qui se fait sur le terrain pour se rendre compte du service que son entreprise apporte.

Outre cela, Congo Terminal avait également signé un partenariat avec l'hôpital général Adolphe-Sicé pour l'aider à acheminer vers le pays des dons reçus des partenaires étrangers. À vrai dire, c'est depuis 2010 que Congo Terminal s'est inscrit dans le chapitre d'aide sociale et sanitaire, son appui à la réalisation des activités du projet de lutte contre le paludisme du CJESS (Club des jeunes pour l'éducation sexuelle et à la santé) en est une preuve. Et grâce à ses pairs éducateurs, Congo Terminal mène des actions de sensibilisation et de prévention en interne, contre les maladies telles que le choléra, le VIH /sida, le paludisme, etc...

La directrice du SAMU-Social a, dans son intervention, demandé aux sociétés congolaises de prendre l'exemple sur Congo Terminal et à activer les initiatives sociales avant de reconnaître que la lutte contre l'exclusion sociale des enfants de la rue était un combat dur qui demanderait beaucoup d'engagement mais également de l'apport des partenaires au quotidien « Congo Terminal s'est engagé depuis des années à nous aider et aujourd'hui on avance encore plus loin avec la signature de cette convention qui va nous permettre de prévoir des actions à plus ou moins long termes pour ces enfants, on va pouvoir assurer nos activités de prise en charge aussi bien en rues que dans l'ensemble d'hébergements d'urgences », a-t-elle dit.

Le SAMU-Social Pointe-Noire est une association de droit congolais créée en 2006, à l'initiative de la municipalité de Pointe-Noire et avec l'appui du Dr Xavier Emmanuelli, président du SAMU-Social international. Cela, en vue de trouver une solution à la problématique « des enfants de la rue ».

L'association a pour objectif la prise en charge et le suivi des enfants et jeunes de la rue, selon la méthode d'urgence sociale développée par le Samu international. Deux dispositifs ont été mis en place pour permettre à cette structure d'accomplir sa mission : le CMA (Centre mobile d'aide) composé d'une équipe de travailleurs sociaux et le Chusip (Centre d'hébergement d'urgence avec soins infirmiers et psychologiques) qui possède une équipe constituée d'un médecin et de cinq infirmiers.

Rappels que chaque jour, les équipes du SAMU-Social sillonnent les rues de Pointe-Noire pour aller à la rencontre des enfants de la rue, évaluer leur situation médico-psycho-sociale, dispenser les premiers soins et réaliser des entretiens sociaux.

Don de kits Bucco-dentaires aux élèves de 6 à 8 ans de Pointe-Noire

Dans l'optique de lutter pour la baisse de la prévalence des pathologies bucco-dentaires chez les enfants, la Fondation BRASCO a décidé d'initier une campagne de sensibilisation en faisant un don de 2000 kits bucco-dentaires aux élèves de 6 à 8 ans de la ville de Pointe-Noire.

Les soins bucco-dentaires représentent une charge financière importante pour les ménages et les économies des pays. Chez Brasco, pour une population de 2624 personnes à PNR, les soins bucco-dentaires représentent 13% des frais médicaux annuels. La pathologie dentaire et ses complications médicales restent très fréquentes : ainsi 60 à 90% d'enfants scolarisés dans le monde et près de 100% des adultes souffrent des caries dentaires. Ces affections buccodentaires sont plus répandues dans les groupes de populations démunies. L'hygiène insuffisante de la bouche est l'un des facteurs de risque d'affections bucco-dentaires.



C'est pourquoi il devient plus qu'indispensable d'accroître la sensibilisation sur cette question dans les pays en développement, notamment à l'école.

La Fondation Brasco qui déploie ces actions dans les domaines de l'éducation, la santé et l'environnement, en appui aux efforts du Gouvernement dans sa politique salubre de lutte contre la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations, a offert le mercredi 08 avril 2015, un lot de 2.000 kits dentaires aux enfants âgés de 6 à 8 ans de certaines écoles et orphelinats de la ville de Pointe-Noire. Ces kits sont composés d'une brosse à dent, d'un tube de pâte dentifrice, d'un verre en plastique et d'une notice d'explication sur le brossage des dents.

Avec le partenariat de la direction départementale de la santé, la cérémonie de remise était placée sous le patronage de Monsieur Honoré Packa, le préfet de la ville de Pointe-Noire qui a réceptionné le lot des kits dentaires de la part du Président de la Fondation Brasco, monsieur Christian Villa.

Ce geste fait par la Fondation Brasco est avant tout un message qu'elle apporte aux enfants, aux parents et aux autorités sur la sensibilisation des populations au sujet des maladies bucco-dentaires qui deviennent de



plus en plus un problème important de santé publique notamment les caries

Le processus carieux concerne tous les individus et les complications des affections bucco dentaires n'épargnent personne et nous devons tous penser à faire chaque jour ce geste aussi simple de brossage régulier des dents, clé d'une bonne santé bucco-dentaire.

Pour aider ainsi les parents et les enfants à installer l'habitude du brossage régulier des dents, la Fondation Brasco a fait appel à un professionnel de la médecine buccale, le Docteur Landry M. Makita chirurgien-dentiste à l'hôpital régional des armées, pour apporter des conseils aux enfants afin qu'ils apprennent à bien prendre soins de leurs dents au quotidien et lutter ainsi contre les caries. N'oublions pas qu'une bouche en bonne santé a un bénéfice évident sur la santé en général, mais elle améliore aussi l'estime et la confiance en soi, la qualité de vie.

Contribuons tous à la l'amélioration de la santé buccodentaire de nos enfants, par la sensibilisation, l'éducation et par un rappel au quotidien de ce simple geste de brossage des dents. a dit monsieur Christian Villa dans son mot de circonstance. Des kits dentaires ont été distribués aux élèves présents à ladite cérémonie.

NATIONS UNIES

L'humanité célèbre la journée de la terre ce 22 avril

C'est dans le but de sensibiliser l'humanité aux questions environnementales qu'il avait été institué, depuis 1970, une journée mondiale de la terre. La planète nourricière et porteuse de l'humanité mérite protection au regard de la nature destructrice des activités que pratiquent ses habitants.

En rapport avec cette journée, le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, Ban Ki-moon, demandait à la population mondiale en 2014 de prendre soin de notre terre nourricière : « Prenons soin de notre terre nourricière, afin qu'elle puisse continuer à prendre soin de nous, comme elle l'a fait pendant des millénaires ». Et de son côté, en mars 2005, l'Unesco publiait la première évaluation des écosystèmes pour le millénaire, un rapport accablant sur l'impact de l'homme sur la planète. Car il



Vue d'un relief avec une petite forêt plantée et une autre poussant naturellement

avait été remarqué qu'au cours de ces dernières années, les activités humaines ont modifié les

écosystèmes pour satisfaire une demande croissante en nourriture, en eau douce, en bois, en

À Pointe-Noire, un programme a été concocté par les autorités et il porte sur la sensibilisation aux changements climatiques. Car, cette journée, disent les spécialistes des questions environnementales, est une grande occasion pour l'humanité de prendre conscience que notre planète nourricière est fragile. Historique de la journée mondiale de la terre Le première journée de la terre fut célébrée le 22 avril 1970, date de création de l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis (EPA). Et depuis, des dizaines de millions d'Américains se mobilisent chaque année. Et en 1990, la journée de la terre a pris une dimension planétaire sous l'égide

de l'environnementaliste américain Denis Hayes. Et près de 200 millions de personnes dans 141 pays se sont alors mobilisés pour agir et rappeler aux décideurs l'importance des enjeux environnementaux.

La journée de la terre a donné un élan énorme aux campagnes de sensibilisation à la réutilisation et au recyclage et a aidé à préparer le terrain pour le Sommet de la terre des Nations unies à Rio de Janeiro en 1992. Aujourd'hui, plus de 5000 associations environnementales et 500 millions de personnes dans 184 pays s'investissent pour célébrer l'événement environnemental le plus important du monde.

Faustin Akono

ÉCONOMIE VERTE

Les contours du Green business dévoilés à la presse

La 6^e édition du forum international Green Business aura lieu à Pointe-Noire du 19 au 21 mai. Préluce à l'événement, un déjeuner de presse a été organisé le 18 avril par la Chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers de Pointe-Noire afin de sensibiliser les professionnels de médias aux enjeux de ce grand rendez-vous annuel de la sous-région sur l'économie verte.

Le thème retenu pour ce forum est clair : « Investir dans l'économie verte en Afrique centrale pour inventer demain : cas de l'économie du reboisement au Congo », avec cette année, un accent sur le financement. Près de 500 participants nationaux et étrangers vont prendre part à ce forum considéré à la fois comme un laboratoire régional de l'économie verte, un cadre d'échanges et de concertation, une force de propositions et d'actions durables, une plateforme d'opportunités d'affaires. Le forum qui va durer trois jours aura au programme : les tables rondes, les ateliers interactifs et les espaces d'exposition avec stands. Une mission commerciale, avec les rencontres B to B, B to C, B to G, B to A sectorielles en marge du forum sera aussi organisée à cet effet. « Au sortir de la rencontre des ministres de la Cécac en charge de l'Économie forestière et de l'environnement à Kinshasa qui avait adopté les textes portant création du fonds pour l'économie verte en Afrique centrale et la transformation structurelle des économies de l'Afrique centrale, il nous fallait donc mettre l'accent sur les investissements étant donné que lors des dernières éditions, nous avons déjà passé en revue les différentes opportunités, aujourd'hui il faut les réaliser et la clé, ce sont les outils de financement. Pour ce faire, la sous-région s'est dotée d'un outil : le programme d'appui de développement de l'économie verte qui a plusieurs composantes. Parmi

celles-ci, il y a le reboisement. Nous avons choisi l'économie de reboisement parce que nous voulons atteindre l'engagement stratégique du président de la République lorsqu'il avait lancé le Programme national d'afforestation avec la création d'1 million d'hectares de forêts artificielles que doivent mettre en œuvre les institutions publiques et la société civile », a dit Sylvestre Didier Mavouenzela, président de la chambre consulaire de Pointe-Noire et président du Comité d'organisation du Forum.

Servir de cadre d'échanges entre les partenaires techniques et financiers et les porteurs des projets verts, inciter les entrepreneurs et les acteurs de la société civile à s'engager dans l'économie verte et identifier et attirer des financements privés existants pour développer l'économie verte sont, entre autres, les objectifs du forum. Plusieurs thématiques feront l'objet d'échanges entre experts et décideurs : financements innovants, énergies renouvelables, valorisation et recyclage des déchets, agriculture biologique, en route vers la 21^e conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP 21), les initiatives d'éco-tourisme et la lutte anti braconnage, investissements responsables, économie du reboisement, efficacité énergétique, cadre réglementaire pour promouvoir l'économie verte. Au nombre des acquis issus du Forum a conclu le président du comité d'organisation, il y a entre autres la prise de position des chambres consulaires d'Afrique centrale en faveur de l'économie verte, le lancement de l'École supérieure de commerce et d'industrie du Congo (ESCIC) avec un master HQSE, la mise en place d'un cluster ou regroupement des grandes entreprises pour le développement du secteur de la cosmétique au Congo.

Hervé Brice Mampouya

CHAMPIONNAT NATIONAL

V.Club Mokanda déclassé à domicile par Diables noirs

Battu 0 - 2 le 18 avril au Complexe sportif de Pointe-Noire par Diable noirs, V.Club Mokanda régresse d'une marche au classement provisoire du championnat national de football d'élite alors que son tombeur en a gagné trois



Un extrait du match Diables noirs vêtus en blancs et VC Club Mokanda en vert noir «adiac»

La formation de V.Club Mokanda a été contrainte à une défaite le week-end dernier lors de son dernier match de la phase-aller comptant pour le match remis du championnat national. L'unique club de Pointe-Noire mieux placé dans le classement provisoire a quitté la cinquième place en faveur de son tombeur pour la sixième place. Diables noirs a positivement amélioré son classement en réalisant trois bonds. les jaunes et noirs quittent la huitième place pour la cinquième. Les buts diabolins ont été inscrits à la 57^e minute par Ebengo Yema et à la 82' par Lorry Kolo. La désolation a été totale pour les protégés du président Anatole Elenka lesquels étaient déterminés à réaliser un bon résultat à domicile pour

figurer parmi les quatre premiers clubs de la phase aller. « Je suis très déçu de ce résultat parce que les enfants n'ont pas joué comme nous avons voulu. Je regrette de terminer cette phase-aller par une défaite », a-t-il déploré. Il a toutefois promis se remettre au travail pour

à Nico Nicoyé et le 26 avril contre AC Léopards à Dolisie. Les jaunes et noirs reviendront à Pointe-Noire le 29 avril où ils seront reçus par ASP. Les derniers matches de la phase-aller opposeront le 7 mai Cara à AC Léopards et le 10 mai JSP à AC Léopards

préparer la phase retour. « Cette défaite ne veut pas dire la fin du championnat, c'est un faux pas de parcours car je tiens à amener V. Club en coupe africaine », a ajouté le coach Yamba. Cependant, l'entraîneur de Diables noirs est très satisfait de cette victoire qui lui a fait gagner trois marches. « À la sortie du match de Kinkala contre Étoile du Congo et de Brazzaville contre AS Kondzo, on était déterminé à gagné ce match pour conserver l'état d'esprit. Ces matches nous profitent parce que nous souhaitons terminer la phase-aller parmi les trois premières équipes pour prétendre gagner le championnat », a dit l'entraîneur de Diables noirs qui livre son prochain match le 22 avril face

À l'issue de ce match, Étoile du Congo reste en tête avec 33 points suivie de l'AC Léopards 32 points+15, la JST est 3^e avec 32 points+12, Interclub 4^e avec 31 points, 5^e Diables noirs 28 points, 6^e V Club Mokanda 27 points+7, 7^e Tongo FC 27 points-2. La JSP devient 8^e avec 26 points et un match à jouer. L'ASP 9^e avec 23 points et un match à jouer et Nico Nicoyé 10^e avec 20 points-2 suivie de l'AS Kondzo 11^e avec 20 points et Bilombé 12^e avec 19 points -4. Saint Michel de Ouenzé occupe le 13^e rang avec 19 points suivie de Cara et la Mancha 18 points respectivement 14^e et 15^e. Patronage Sainte-Anne est 16^e avec 14 points. L'AS Cheminots 10 points et Munisport 7 points bouclent la marche.

Charlem Léa Legnoki

11^È JEUX AFRICAINS

Les autorités sportives en guerre contre le dopage

Les organes continentaux et nationaux en charge de l'antidopage définissent, à Brazzaville, les stratégies visant à donner un carton rouge au dopage pour les Jeux africains qui pointent à l'horizon.

« Non au dopage », pouvait-on lire sur les banderoles flottant au siège du Comité d'organisation des Jeux africains (COJA). Un message qui sous-entend qu'aucune chance ne sera donnée aux athlètes qui seraient tentés de recourir au dopage pour maximiser leurs performances lors de ces Jeux que Brazzaville et sa périphérie abriteront en septembre prochain. L'Organisation régionale antidopage (ORAD), l'Agence mondiale antidopage (AMA), le ministère congolais des Sports et de l'éducation physique, la Commission santé hygiène et lutte antidopage du Comité d'organisation des jeux africains (COJA) prennent en effet des dispositions de sorte que les jeux ne soient entachés d'aucun cas de dopage ou encore qu'aucun cas de dopage ne leur échappe.

L'amélioration des techniques de contrôle est donc le principal sujet d'échange inscrit dans l'agenda de la 9^e édition de la réunion du conseil de l'ORAD Afrique zone 4 (Afrique centrale) qui s'est ouverte à Brazzaville le 19 avril pour s'achever le 22 du même mois. Le ministre congolais des Sports, Léon Alfred Opimbat, qui a patronné l'ouverture, n'a pas manqué de souligner les objectifs visés. « *Le sport propre, sans tricherie, sans dopage* », a-t-il déclaré en substance. S'adressant aux représentants de près de huit pays présents à ce rendez-vous, Léon Alfred Opimbat a expliqué que chacun d'eux est le maillon le plus fort de la chaîne de contrôle, les exhortant ainsi à une application sans faille d'autant plus que les Jeux africains sont considérés comme le mo-

leurs rappelé qu'en matière d'antidopage, le Congo a fait du chemin avec, bien sûr, le

de l'ORAD se poursuivent à Brazzaville. C'est le 22 avril que les conclusions desdits travaux



Les membres de l'ORAD, de l'AMA, du COJA en compagnie du ministre des Sports crédit photo Adiac

ment culminant de l'antidopage au plan continental. Léon Alfred Opimbat a par ail-

leurs rappelé qu'en matière d'antidopage, le Congo a fait du chemin avec, bien sûr, le concours des organes en charge de la question. Pour l'heure, les travaux de la réunion du conseil

seront connues. Un peu de patience pour le public sportif.

Rominique Nerplat Makaya

LIGUE AFRICAINE DES CHAMPIONS

L'AC Léopards jouera sa chance à Alexandrie

Vainqueur de la première manche des huitièmes de finales sur un score étonnant d'un but à zéro, le 19 avril à Dolisie face à Smouha Sporting club, l'Athlétic club Léopards de Dolisie doit s'organiser pour mieux négocier son avenir dans la plus prestigieuse des compétitions africaines des clubs.

Les quatre vingt dix prochaines minutes seraient peut-être les plus longues et les plus difficiles pour les Fauves du Niari obligés à se qualifier à Alexandrie. Elles seraient encore plus compliquées pour Smouha Sporting club, contraint de marquer à deux reprises pour briser le rêve des expérimentés Léopards de Dolisie d'accéder à la phase de poules de la Ligue des champions. La double confrontation des Léopards de Dolisie face à Smouha SC n'a pas encore choisi son élu.

Au terme de la première manche, les Fauves du Niari pourtant dominateurs mais imprécis, ont assuré sans rassuré. Ils doivent leur avance d'un but grâce au retour gagnant de leur capitaine. Rudy Guelord Bhebey Ndey avait manqué la manche retour contre Gor Mahia du Kenya en raison d'une blessure. Il a prouvé par le talent et le jeu qu'il symbolisait la force offensive des Fauves du Niari. Et son efficacité dans les duels aériens a fait la différence. Son point fort a fait de lui, le joueur de l'AC Léopards qui a le plus cadré ses frappes.

Il se signalait dès la première minute en mettant de la puissance sur un centre tendu de Mahamane Cissé. Sa reprise de la tête est repoussée par Mahdy Mohamed Soliman, le gardien de Smouha qui était sur la trajectoire. Cette domination qui avait failli payer

dès la première minute de jeu sur cette action s'est matérialisée au tableau d'affichage à la 31^e minute lorsque Bhebey Ndey récitait le même exercice. Il vole plus haut que les défenseurs adverses. La balle rebondit devant le gardien avant de se loger au fond de la lucarne. Rudy Guelord Bhebey Ndey n'avait plus marqué en compétition africaine depuis le match aller des huitièmes de finales de la Ligue des champions 2014 face à Al Hilal. Depuis lors, il n'avait plus enchaîné



Guelord Bhebey Ndey balle aux pieds est le joueur de l'AC Léopards qui a plus cadré ses ballons (Photo Kwamy)

des matches à cause des blessures à répétition. cette joie les Léopards ne les connaîtront plus jamais jusqu'à la fin du match. Smouha a souffert pendant de longues séquences du match mais l'at-

taque des Léopards est retombée dans ses travers

Le week-end du 1^{er} au 3 mai à Alexandrie en Egypte, l'AC Léopards de Dolisie devrait se montrer très efficace offensivement face au club égyptien pour ne pas connaître le même sort que la saison dernière face à Al Hilal du Soudan. En seconde période, les Fauves du Niari ont eu des occasions manquées par un Mahamane Cissé mal inspiré. Boris Moubhio, monté aux avant-postes sur un

Monkam, Sagesse Babélé au milieu du terrain et Trésor Mukenga sur le côté ont appelé en renfort pour apporter leur dynamisme et leur fraîcheur à l'équipe dirigée par Lamine Ndiaye. mais ils n'ont pu faire évoluer le score.

La qualification pour la phase de poules reste un défi à relever
L'AC Léopards a pourtant remporté sa deuxième victoire en six confrontations face à un club égyptien. Ce qui lui donne le droit

Niari de vite retrouver leurs esprits en vue de rééditer à Alexandrie la performance du mois passé à Nairobi.

Pour passer devant les Léopards, Smouha devrait marquer à deux reprises sans en prendre un but. Cette équipe est sortie dans cette situation au tour précédent lorsqu'elle a disposé d'Enyimba, inscrivant les deux buts dans les ultimes minutes de la rencontre. Pour y arriver, elle changera sans doute sa façon de jouer. Car à Dolisie, elle s'est évertuée à défendre pour limiter les dégâts. Ce qui donnerait à coup sûr des espaces aux Fauves du Niari, lesquels pourraient s'appuyer sur de bons relanceurs mais aussi de bons sprinteurs comme Makiessé pour frapper un grand coup à Alexandrie. Pour briller à Alexandrie, l'AC Léopards doit aussi compter sur sa principale arme à l'extérieur : son collectif. Si les Fauves du Niari attaquent moins bien, ils défendent par ailleurs très bien en témoigne le bilan de sa défense qui reste sur aucun but encaissé en trois matches de la coupe d'Afrique. Peut-être qu'elle serait encore plus solide en Egypte.

« *Moi j'étais persuadé que la qualification allait se jouer à Alexandrie dans quinze jours. Je pense que nous avons une équipe qui a peut-être des difficultés pour faire le jeu, mais pour contrer avec des joueurs rapides que nous disposons, à partir du moment où on va récupérer le ballon assez bas, on va se créer des espaces et je pense que ça va être plus facile* », a commenté Lamine Ndiaye, l'entraîneur de l'AC Léopards de Dolisie

James Golden Eloué

corner pour soigner ce manque d'inspiration n'a pas pu, lui aussi, assommer Smouha à la 75^e minute. Sa reprise est contrée de justesse par la jambe du gardien avant de changer de trajectoire. Arnaud

d'espérer à une qualification pour la phase de poules. Mais très rapidement, la page de la première manche de la double confrontation avec Smouha SC a été tournée pour permettre aux Fauves du